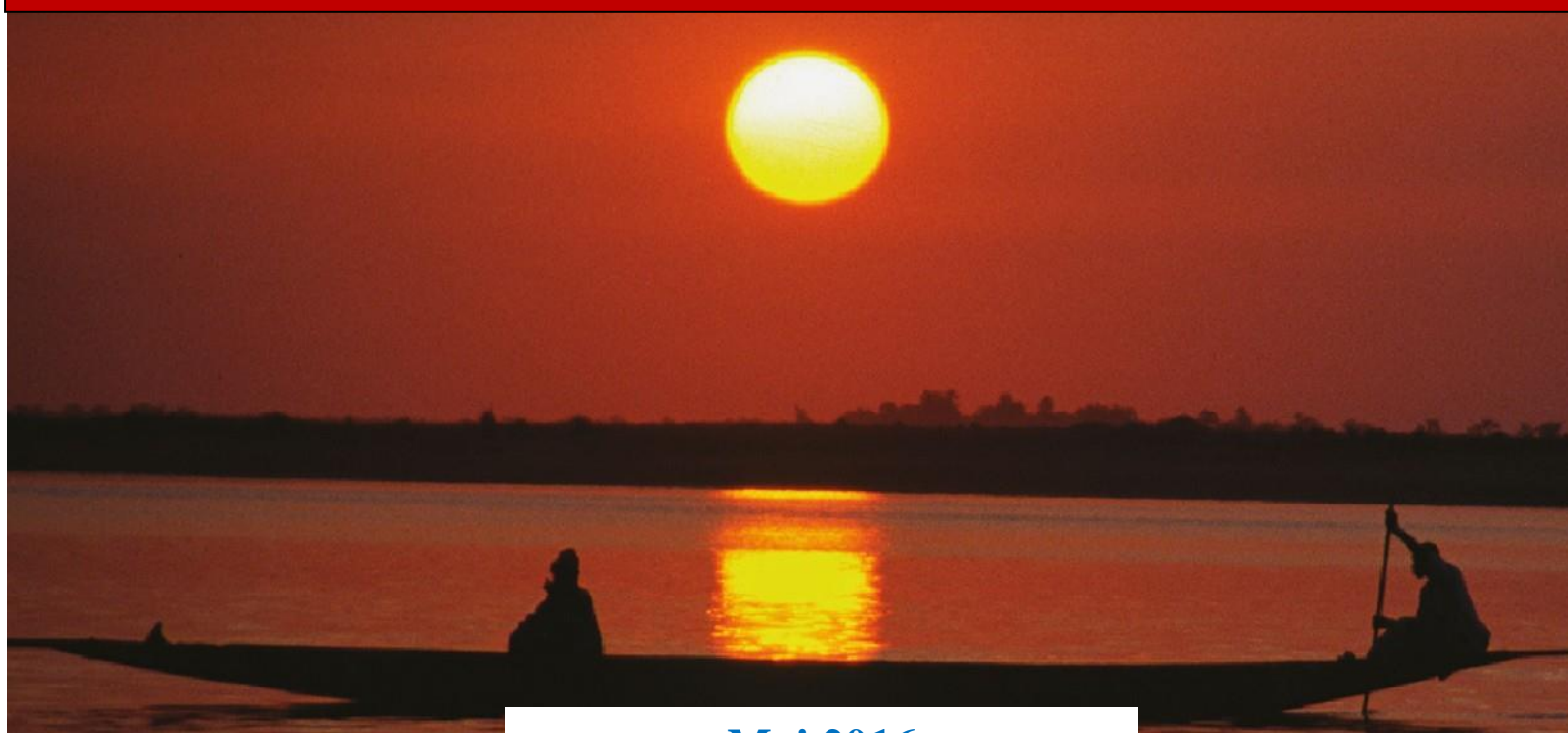
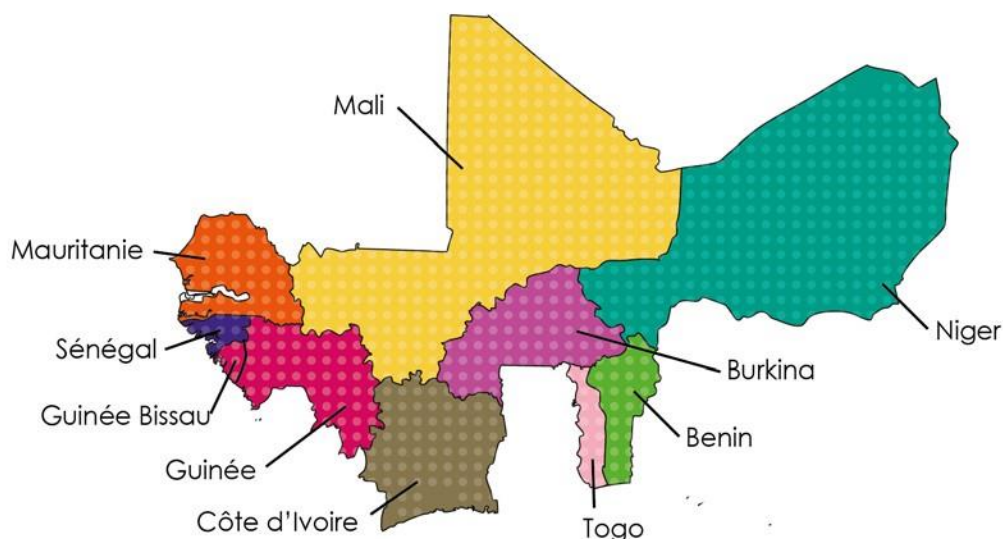




## Rapport d'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2016



Mai 2016



## TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations et sigles.....	4
I. Introduction et Vue d'ensemble .....	7
II. Assistance technique fournie aux Pays .....	14
A. Bénin .....	17
B. Burkina Faso .....	19
C. Côte d'Ivoire .....	20
D. Guinée .....	21
E. Guinée-Bissau .....	23
F. Mali.....	24
G. Mauritanie .....	25
H. Niger .....	26
I. Sénégal .....	27
J. Togo .....	28
III. Activités régionales et communautaires .....	29
A. Assistance technique à l'endroit des institutions régionales.....	29
B. Séminaires régionaux et actions de formation .....	30
IV. Exécution du programme d'activités par domaine .....	35
A. Administration Douanière.....	37
B. Administration Fiscale .....	37
C. Gestion des Dépenses publiques .....	37
D. Statistiques de Finances publiques .....	38
E. Statistiques du Secteur Réel .....	38
F. Gestion de la Dette Publique et Développement des Marchés financiers .....	38
G. Supervision et Restructuration bancaires.....	39
H. Analyse et Prévision Macroéconomiques.....	39
Encadré	
Encadré 1. Rappel sur l'élaboration d'un tableau de suivi des jalons (ou étapes remarquables) : pondération des résultat .....	11
Graphiques	
Graphique 1. Volume de l'assistance technique fournie par rapport au programme par pays .....	14
Graphique 2. Assistance technique prévue et fournie par domaine.....	35
Graphique 3. Répartition de l'assistance technique dispensée par domaine .....	36
Tableaux	
Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest–Cadre stratégique 2014-2017.....	9
Tableau 2. Exécution du programme de travail de l'AF 2016 par domaine.....	10
Tableau 3. Résultats du Centre mesurés par la proportion des jalons atteints par domaine et par pays .....	12
Tableau 4. AFRITAC de l'Ouest : Séminaires organisés durant l'année fiscale 2016.....	13

Tableau 5. Statut des jalons de l'AF2016 par pays.....	15
Tableau 6. AFRITAC de l'Ouest: Quelques résultats obtenus en AF 2016 .....	16
Tableau 7. Statut des jalons de l'exercice AF2016 par domaine .....	36

## LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

<b>ACPR</b>	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
<b>AE</b>	Autorisations d'Engagement
<b>AF</b>	Année fiscale
<b>AFC</b>	AFRITAC du Centre
<b>AFRISTAT</b>	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
<b>AFRITAC</b>	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
<b>AFW</b>	AFRITAC de l'Ouest
<b>AT</b>	Assistance Technique
<b>ATI</b>	Institut Africain de Formation
<b>AUT</b>	Agence UMOA-Titres
<b>AVD</b>	Analyse de Viabilité de la Dette
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BCM</b>	Banque Centrale de Mauritanie
<b>BCRG</b>	Banque Centrale de République de Guinée
<b>BGCT</b>	Balance Générale des Comptes du Trésor
<b>BNV</b>	Bureau National de la Valeur
<b>BOAD</b>	Banque Ouest Africaine de Développement
<b>BP</b>	Budget Programme
<b>CAA</b>	Caisse Autonome d'Amortissement
<b>CBMT</b>	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
<b>CDCP</b>	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniales
<b>CDMT</b>	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
<b>CEA</b>	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CF</b>	Contrôle Fiscal
<b>CIP</b>	Comptes d'Imputation Provisoire
<b>CME</b>	Centre des Moyennes Entreprises
<b>CNA</b>	Comptes Nationaux Annuels
<b>CNDP</b>	Comité National de la Dette Publique
<b>CNE</b>	Comité National d'Endettement
<b>CNT</b>	Comptes Nationaux Trimestriels
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
<b>COFEB</b>	Centre Ouest-Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
<b>COTECNA</b>	Organisme de contrôle des importations
<b>CP</b>	Crédits de Paiement
<b>CUT</b>	Compte unique du Trésor
<b>CVD/CAVD</b>	Cadre d'Analyse de la Viabilité de la Dette
<b>DCIME</b>	Direction du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises
<b>DDP</b>	Direction de la Dette Publique
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGD</b>	Direction Générale des Douanes
<b>DGE</b>	Direction des Grandes Entreprises
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DGSBF</b>	Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
<b>DGSCN</b>	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale

<b>DGSIF</b>	Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières
<b>DGT/DGTC</b>	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DME</b>	Direction des Moyennes Entreprises
<b>DND</b>	Direction Nationale des Douanes
<b>DNI</b>	Direction Nationale des Impôts
<b>DNCI</b>	Direction Nationale du Cadastre et des Impôts
<b>DNTCP</b>	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DP</b>	Dépenses du Personnel
<b>DPBEP</b>	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
<b>DPME</b>	Direction des Petites et Moyennes Entreprises
<b>DPPD</b>	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
<b>DRFM</b>	Directeur des Ressources Financières et du Matériel
<b>DSID</b>	Direction des Statistiques et de l'Informatique Douanière
<b>DSRP</b>	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
<b>ECT</b>	Expert Court Terme
<b>EPN</b>	Etablissements Publics Nationaux
<b>ERETES</b>	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
<b>FAD</b>	Département des Finances Publiques du FMI
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FP</b>	Finances Publiques
<b>GATT</b>	Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce
<b>GFS</b>	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
<b>GIZ</b>	Coopération Technique Allemande
<b>GRH</b>	Gestion des Ressources Humaines
<b>GT</b>	Gestion de la Trésorerie
<b>IBFI</b>	Institut Bancaire et Financier International de la Banque de France
<b>ICD</b>	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
<b>IFRS</b>	Normes Internationales de Diffusion des Données
<b>IFU</b>	Identifiant Fiscal Unique
<b>IHPC</b>	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>INS</b>	Institut National de Statistique
<b>INSAE</b>	Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique
<b>INSEE</b>	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
<b>JSA</b>	Organisme japonais de coopération
<b>LOLF</b>	Loi Organique relative aux Lois de Finances
<b>MCM</b>	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MdF</b>	Ministère des Finances
<b>MBP6</b>	6 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
<b>MSFP</b>	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
<b>MTDS/SDMT</b>	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
<b>NBE</b>	Nomenclature Budgétaire de l'État
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires
<b>OMC</b>	Organisation Mondiale du Commerce
<b>OMD</b>	Organisation Mondiale des Douanes
<b>PAP</b>	Projets Annuels de Performance
<b>PCE</b>	Plan Comptable de l'Etat

<b>PCSE</b>	Plan Comptable de l'Etat Simplifié de l'Etat
<b>PE</b>	Plans d'Engagement
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PIMA</b>	Evaluation de la Gestion de l'Investissement Public
<b>PLF</b>	Projet de Lois des Finances
<b>PNG</b>	Position Nette du Gouvernement
<b>PNT</b>	Position Nette du Trésor
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPAT</b>	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
<b>PPM</b>	Plans de Passation de Marchés
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques Financiers
<b>RAR</b>	Restes A Recouvrer
<b>RH</b>	Ressources Humaines
<b>RPROG</b>	Responsable de Programme
<b>RAFIT</b>	Outils d'Information de l'administration fiscale
<b>SCN</b>	Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies
<b>SDMT</b>	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
<b>SFP</b>	Statistiques des Finances Publiques
<b>SGDD</b>	Système Général de Diffusion des Données
<b>SGE</b>	Service des Grandes Entreprises
<b>SI</b>	Système d'Information
<b>SIAR</b>	Système Informatisé d'Analyse de Risque
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SME</b>	Service des Moyennes Entreprises
<b>SP-CTBPE</b>	Secrétariat permanent du comité technique du budget-programme de l'Etat
<b>SYDAM</b>	Système de Dédouanement Automatisé des Marchandises
<b>SYDONIA</b>	SYstème DOuaNIer Automatisé
<b>TAME</b>	Traitement et Analyse de risque des Marchandises par voie Électronique
<b>TCEI</b>	Tableau des comptes économiques intégrés
<b>TRE</b>	Tableau des ressources et des emplois
<b>TRIE</b>	Transit Routier Inter État
<b>TEC</b>	Tarif Extérieur Commun
<b>TOFE</b>	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UMA</b>	Union du Maghreb Arabe
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
<b>UMOA</b>	Union Monétaire Ouest-africaine

## I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

1. Ce rapport présente l'exécution, au 30 avril 2016, du programme de travail de l'AFRITAC de l'Ouest pour l'année fiscale (AF) 2016 du Fonds monétaire international (FMI), qui couvre la période du 1<sup>er</sup> mai 2015 au 30 avril 2016. Comme dans le passé, les orientations stratégiques qui ont guidées le programme de travail (Tableau 1) et son exécution sont conformes au document programme adopté en appui au troisième cycle de financement du Centre (2009-14) ainsi qu'à la note de prolongation de ce cycle couvrant la période 2014-2017.
2. Le programme de travail approuvé à la 25<sup>ème</sup> réunion du Comité d'orientation (CO) qui s'est tenue le 30 avril 2015 à Abidjan se caractérisait par une hausse substantielle d'activités, comparé à l'année précédente. Cette hausse devait couvrir : (i) les activités relatives au nouveau domaine d'intervention du Centre, portant sur l'analyse et la prévision macroéconomiques ; (ii) un recours plus important aux services d'experts de court terme, en application de l'une des recommandations de l'évaluation externe du Centre ; (iii) une forte augmentation de séminaires et ateliers et ; (iv) le démarrage d'un programme d'apprentissage par les Pairs pour le renforcement des échanges d'expérience.
3. Les activités de la période de mai 2015 à avril 2016 ont été menées conformément au programme de travail révisé à mi-parcours, et soumis au CO en décembre 2015 (Tableau 2). Le taux d'exécution (85%<sup>1</sup>), est en baisse par rapport au taux de 91% de l'année précédente, en raison des facteurs suivants : (i) les suspensions temporaires de missions dues à la maladie à virus Ebola (Guinée), et aux conditions de sécurité autour des périodes d'organisation des élections ; (ii) le retard d'environ six mois accusé dans le recrutement du nouveau Conseiller résident en Gestion des dépenses publiques-aspect Trésor et ; (iii) le report de certaines activités à la demande des autorités. Ainsi, selon les domaines, le taux d'exécution a varié entre 36 % en Comptabilité publique et 100% en statistiques de finances publiques. L'analyse des résultats indique aussi que plus de 50% des jalons fixés pour l'exercice 2016 ont été atteints. Comme indiqué plus loin dans ce rapport, ces résultats sont très variables par domaine et par pays (Tableau 3).
4. Trois stages d'immersion, sur les sept prévus au programme ont été organisés dans le cadre du programme d'apprentissage par les pairs. Ce faible taux d'exécution reflète essentiellement le taux de réponse de la part des pays hôtes sollicités. Ces stages ont permis à six cadres des pays membres d'acquérir des expériences additionnelles dans le domaine de la gestion des dépenses publiques.
5. En matière de formation, treize séminaires ont été organisés, sur les quinze prévus au programme. Ceux portant sur le compte unique du Trésor et le changement d'année de base des comptes nationaux n'ont pas eu lieu (Tableau 4). Au cours de ces ateliers, plus de 400 cadres des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ont pu bénéficier d'une formation sur l'un des thèmes choisis, et ont eu l'occasion de s'enrichir de l'expérience des autres participants, et des encadreurs.

---

<sup>1</sup> Le rapport prend en compte les projections jusqu'à la fin du mois d'avril 2016.

6. La Coordination des activités du Centre avec les autres partenaires techniques et financiers s'est poursuivie. En particulier, la nouvelle Directrice/Coordonnatrice du Centre a effectué des visites au Bénin, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, au cours desquelles, outre les autorités et les services bénéficiaires de l'assistance technique, elle a rencontré des représentations diplomatiques des donateurs du Centre, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), et le groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD).

7. Pour ce qui est de la visibilité des activités du Centre et de la communication, le site internet du Centre a aujourd'hui plus de 78 000 visiteurs ; la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest est à son 10<sup>ème</sup> numéro ; et plus de 220 comptes-rendus de missions sont postés sur le site privatif du Centre.

8. En ce qui concerne le mouvement de personnel, la nouvelle Directrice du Centre ainsi que le nouveau Conseiller en matière de Comptabilité publique ont pris fonction respectivement en août et en septembre 2015. Par ailleurs, deux Conseillers résidents, dans les domaines de statistiques de finances publiques et supervision bancaire, respectivement, sont arrivés au terme de leurs mandats en avril 2016. Le processus de recrutement de leurs remplaçants est en cours. Sur base des étapes requises par ce processus, et des engagements préalables des candidats pressentis, il est prévu que les deux nouveaux Conseillers résidents soient en poste au plus tard en fin juillet 2016.



**Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest–Cadre stratégique 2014-2017**

Renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des Etats et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté													
Domaines	Objectifs	Pays											
		BEN	BFA	CI	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	UEMOA	BCEAO
Administration douanière	Modernisation de la législation douanière												
	Simplification des procédures et rationalisation des contrôles												
	Promotion de l'intégration régionale par la facilitation des échanges												
	Modernisation de la gestion des Ressources Humaines												
Administration fiscale	Augmentation des recettes issues de la fiscalité intérieure												
	Renforcement des capacités des services dédiés aux moyennes entreprises (DME)												
	Amélioration de la sélectivité des contrôles fiscaux et du recouvrement des arriérés												
	Simplification et modernisation des procédures fiscales												
Gestion des dépenses publiques	Réformes des cadres juridiques relatifs à la gestion des finances publiques												
	Adoption de la logique de résultats dans la préparation et l'exécution du budget												
	Renforcement de la comptabilité publique des Etats												
	Promotion des bonnes pratiques budgétaires et comptables												
Statistiques des finances publiques	Mise en conformité des statistiques de FP aux normes du manuel MSFP 2001 (et de la directive TOFE 2009 pour les pays de l'UEMOA)												
	Diffusion régulière des données au FMI pour publication GFS												
Statistiques du secteur réel	Mise en conformité des comptes nationaux et des autres statistiques aux recommandations du Système Général de Diffusion des Données (ou de la Norme Spéciale de Diffusion des Données pour les Etats les plus avancés)												
	Mise en place des comptes nationaux trimestriels												
	Diffusion régulière des données au FMI pour publication IFS												
Gestion de la dette publique et développement des marchés financiers	Renforcement du cadre légal, institutionnel et organisationnel de gestion de la dette												
	Renforcement des capacités d'analyse et de formulation des SDMT												
	Elaboration et mise en place de plans annuels d'emprunt												
	Développement du marché sous-régional de la dette												
Supervision et restructuration bancaires	Renforcement de l'efficacité de la supervision bancaire												
	Optimisation des interventions des Etats dans le secteur bancaire												
Analyse et prévision macroéconomiques	Mise à niveau des dispositifs institutionnels												
	Amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision des recettes fiscales												
	Amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs externes ou d'impacts de politique économique												
	Renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques régionales et internationales												

**Tableau 2. Exécution du programme de travail de l'AF 2016 par domaine  
(semaines-personnes, et variation en pourcentage)**

Pays et organisations couverts	Programmées pour fin avril 2016				Révisées fin octobre 2015		Utilisées fin avril 2016				
	Conseiller résident		Expert court terme, Missions Siège	Total	Total	Variation	Conseiller résident		Expert court terme, Missions Siège	Total	Taux d'exécution
	Abidjan	Site					Abidjan	Site			
Administration douanière	16	26	30	72	72	0%	17	22	25	64	89%
Administration fiscale	16,5	29	30	75,5	75,5	0%	14	28	31	73	97%
Gestion des dépenses-Budget	22,5	22	28	72,5	81,5	12%	24	21	33	77,5	95%
Gestion des dépenses-Trésor	18	23	28	69	69	0%	9,5	3	12	24,5	36%
Statistiques de finances publiques	15	24	24	63	63	0%	16	25	22	63	100%
Statistiques du secteur réel	27	18	31	76	76	0%	22	21	20	63	83%
Gestion de la dette publique	18	25	28	71	71	0%	18	25	20	63	89%
Supervision bancaire	22	22	28	72	72	0%	22	20	23	65	90%
Analyse et prévision macroéconomiques	26	21	24	71	71	0%	25,5	21,5	14	61	86%
<b>TOTAL</b>	<b>181</b>	<b>210</b>	<b>251</b>	<b>642</b>	<b>651</b>	<b>1,4%</b>	<b>168,0</b>	<b>186,5</b>	<b>199,5</b>	<b>554</b>	<b>85%</b>

### **Encadré 1. Rappel sur l'élaboration d'un tableau de suivi des jalons (ou étapes remarquables) : pondération des résultats**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats (GAR), le Centre établit en début d'exercice financier une série de résultats-cibles (jalons, étapes intermédiaires ou remarquables) au niveau des pays et Institutions bénéficiaires de l'AT au cours de l'année à venir. Ces jalons sont soumis à l'accord préalable des bénéficiaires, notamment pour les Projets Pluriannuels d'assistance technique, et ils sont présentés dans les termes de référence et comptes rendus de mission envoyés aux autorités, ainsi que dans les cadres logiques du Centre. A l'issue de l'exercice, un bilan est dressé et les résultats sont classés dans les catégories suivantes :

- **Atteint** (résultats conformes aux attentes) ;
- **Partiellement atteint** (la réforme progresse dans la bonne direction mais les résultats sont en-deçà des attentes) ;
- **Reporté** (la réforme est au point mort par exemple pour cause d'un changement de priorités des autorités) ou ;
- **Annulé** (les attentes ne sont plus conformes à la réalité du terrain parce que par exemple la réforme est abandonnée ou certains pans sont devenus obsolètes).

Afin de transformer ces informations qualitatives en indicateurs quantitatifs, ces données font ensuite l'objet d'une pondération : 1 pour les résultats « atteints » ; 0,5 pour les résultats « partiellement atteints » et ; 0 pour les autres catégories. Les données sont ensuite agrégées par pays et par domaine. Ils s'interprètent relativement aux jalons prévus pour l'année en cours (nombre de jalons partiellement et entièrement atteints sur nombre de jalons prévus). Des plages couleurs sont utilisées pour faciliter la visualisation des progrès.

**Tableau 3. Résultats du Centre mesurés par la proportion des jalons atteints par domaine et par pays**

AFRITAC DE L'OUEST								
Renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des Etats et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté								
Pays	Administration douanière	Administration fiscale	Gestion des dépenses publiques-Trésor	Gestion des dépenses publiques-Budget	Statistiques des finances publiques	Statistiques du secteur réel	Gestion de la dette publique	Supervision et restr. bancaires
BENIN								
BURKINA								
COTE D'IVOIRE								
GUINEE								
GUINEE-BISSAU								
MALI								
MAURITANIE								
NIGER								
SENEGAL								
TOGO								
UEMOA								
BCEAO								
Formation								
UMOA-TITRES								
COMM. BANCAIRE								

	Peu ou pas de progrès	0% - 20%
	Jalons partiellement atteints	20% - 50%
	Jalons largement atteints	50% - 95%
	Jalons totalement atteints	95% - 100%

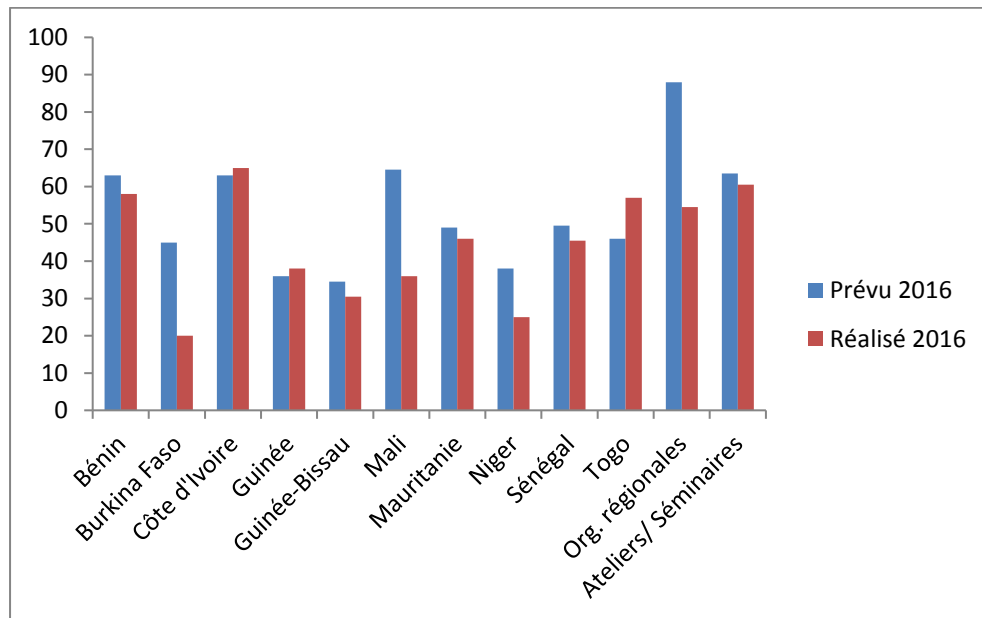
**Tableau 4. AFRITAC de l'Ouest : Séminaires organisés durant l'année fiscale 2016**

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaire	Nombre de Participants
Statistiques du secteur réel	Intégration des statistiques de finances publiques dans les comptes nationaux.	Abidjan	25-27 mai 2015	UEMOA	34
Supervision et restructuration bancaire	Surveillance macro-prudentielle.	Dakar	1-5 juin 2015	COFEB	30
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations des banques et assurances.	Nouakchott	15-19 juin 2015		36
Analyse et prévision macroéconomiques	Séminaire de haut niveau sur le programme d'activités.	Abidjan	25-26 juin 2015		30
Gestion de la dette publique	Formation sur la démarche de construction d'une courbe de taux.	Cotonou	7-11 sept. 2015		39
Gestion des dépenses publiques-Budget	Déconcentration de l'ordonnancement.	Abidjan	18-22 jan. 2016	AFC FAD	32
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations minières.	Cotonou	2-11 novembre 2015		46
Analyse et prévision macroéconomiques	Cours sur l'intégration régionale.	Dakar	7-18 décembre 2015	ICD, COFEB	27
Administration douanière	Le rôle du renseignement dans les administrations douanières.	Abidjan	11-15 janvier 2016		33
Analyse et prévision macroéconomiques	Simulation de chocs exogènes et/ou de politique économique.	Dakar	25-29 janvier 2016		36
Statistiques de finances publiques	Les statistiques de la dette du secteur public.	Lomé	21-25 mars 2016		33
Statistiques du secteur réel	Intégration des statistiques monétaires, financières, et de balance des paiements dans les comptes nationaux.	Dakar	29 mars au 1 <sup>er</sup> avril 2016	COFEB	43
Supervision et restructuration bancaire	Supervision basée sur les risques.	Paris	22-26 février 2016	AFC Banque de France	14

## II. ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE AUX PAYS

9. Au cours de l'année fiscale 2016, le Centre a pu dérouler son programme de travail dans tous ses pays membres, avec des variations dictées par l'environnement sanitaire, social et sécuritaire, et les suspensions de missions qui s'en sont suivies. En réponse, le Centre a eu à organiser des missions à format réduit à son siège, pour les ressortissants du Mali. Au cours de cette année fiscale, les pays ayant bénéficié de plus d'assistance technique (AT) sont la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et la Mauritanie (Graphique 1).

Graphique 1. Volume de l'assistance technique fournie par rapport au programme (au 30 avril 2016, en semaines-personnes)



10. L'évaluation de l'impact de l'AT basée sur les jalons établis en fin d'exercice 2015, comme étapes remarquables dans la mise en œuvre des réformes appuyées par le Centre indique des résultats très contrastés (Encadré 1 et Tableau 5). Comparé à l'année dernière, le nombre de jalons reportés est plus élevé, reflétant non seulement les retards dans la mise en œuvre de certaines réformes, mais également les perturbations qui, dans certains pays ont conduit à l'interruption des missions. L'évaluation montre que le Togo et la Côte d'Ivoire sont les deux pays pour lesquels les jalons ont été réalisés à plus de 60% du niveau programmé. Le Tableau 6 présente quelques résultats atteints par les bénéficiaires de l'AT du Centre en AF 2016.

**Tableau 5. Statut des jalons de l'AF2016 par pays  
(En pourcentage)**

	Prévu	Atteint	Partiellement atteint	Reporté à AF2017	Annulé	% de résultats atteints
<b>BENIN</b>	19	6	8	5	0	53%
<b>BURKINA FASO</b>	22	3	6	13	0	27%
<b>COTE D'IVOIRE</b>	25	14	7	3	1	70%
<b>GUINEE</b>	10	2	5	2	1	45%
<b>GUINEE-BISSAU</b>	7	0	4	3	0	29%
<b>MALI</b>	19	3	5	11	0	29%
<b>MAURITANIE</b>	15	5	6	4	0	53%
<b>NIGER</b>	11	4	2	5	0	45%
<b>SENEGAL</b>	15	6	4	5	0	53%
<b>TOGO</b>	14	9	2	3	0	71%
<b>UEMOA</b>	1	1	0	0	0	100%
<b>BCEAO</b>	3	2	1	0	0	83%
<b>FORMATION</b>	12	10	0	1	1	83%
<b>UMOA-TITRES</b>	4	1	2	1	0	50%
<b>COMMISSION BANCAIRE</b>	1	0	1	0	0	50%
<b>TOTAL</b>	178	66	53	56	3	52%

**Tableau 6. AFRITAC de l'Ouest: Quelques résultats obtenus en AF 2016**

Pays	Résultats
Bénin	Automatisation de la mise à jour des fréquences de la fraude en douane.
	Augmentation du taux moyen de déclaration à l'échéance avec une fourchette cible située entre 80 et 90% et du nombre des moyennes entreprises enregistrées avec une cible de 10% d'augmentation annuelle. (Administration fiscale).
	Sélection des spécialistes en valeur du Trésor sur la base des procédures suggérées. (Gestion de la dette publique).
Burkina Faso	Identification et budgétisation des Autorisations d'Engagement conformément à la directive relative à la loi de finances. (Gestion des dépenses publiques).
	Mise en place des comptes nationaux trimestriels. (Statistiques du secteur réel).
Côte d'Ivoire	Automatisation de la mise à jour des fréquences de la fraude. (Administration douanière).
	Mise en place d'un indicateur d'apurement des comptes d'imputation provisoire. (Gestion des dépenses publiques).
	Adoption du cahier des charges pour la rénovation du système d'information. (Gestion des dépenses publiques).
Guinée	Augmentation du taux moyen de déclaration à l'échéance avec une fourchette cible située entre 80 et 90% et du nombre des moyennes entreprises enregistrées avec une cible de 10% d'augmentation annuelle. (Administration fiscale).
	Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'actions pour la mise en application des dispositions introduites par la nouvelle loi bancaire. (Supervision bancaire).
	Diminution de 20% à fin 2015 des restes à recouvrer recouvrables comptabilisés au 1er janvier 2015. (Administration fiscale).
Guinée-Bissau	Production d'une note de publication des comptes nationaux annuels 2013-2014 et de trois maquettes de saisie des données. (Statistiques du secteur réel).
Mali	Augmentation du taux de pression fiscale (recettes fiscales intérieures/PIB) de 0,5% entre 2015 et 2016. (Administration fiscale).
	Sélection des spécialistes en valeur du Trésor sur la base des procédures suggérées. (Gestion de la dette).
Mauritanie	Augmentation du taux moyen de déclaration à l'échéance avec une fourchette cible située entre 80 et 90% et du nombre des moyennes entreprises enregistrées avec une cible de 10% d'augmentation annuelle. (Administration fiscale).
	Rédaction d'un projet de révision de la loi sur la réglementation bancaire et de celle relative aux statuts de la banque centrale. (Supervision bancaire).



**Tableau 6. Quelques exemples de résultats (suite)**

Pays/Bénéficiaire	Résultats
Niger	Augmentation du taux de pression fiscale (recettes fiscales intérieures/PIB) de 0.5% entre 2015 et 2016. (Administration fiscale).
	Sélection des spécialistes en valeur du Trésor sur la base des procédures suggérées. (Gestion de la dette).
Sénégal	Démarche d'analyse-risque effective et mise en place d'un système d'évaluation de l'impact des services de collecte et de partage des informations fiscales en matière d'élargissement de l'assiette. (Administration fiscale).
	Élaboration du recueil des normes comptables de l'Etat et de 30 fiches comptes en comptabilité publique. (Gestion des dépenses publiques).
	Basculement définitivement au TOFE base <i>MSFP 2001/UEMOA</i> 2009.
Togo	Mise en place d'une procédure sur le contrôle et le suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération en douane. (Administration douanière).
	Diminution de 20% à fin 2015 des restes à recouvrer (RAR) recouvrables comptabilisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2015. (Administration fiscale).
BCEAO	Préparation du projet de textes réglementaires sur le calcul des fonds propres prudentiels, et soumission au Conseil des Ministres de l'UMOA. (Supervision bancaire).
	Validation par les instances décisionnelles de la BCEAO des projets de textes introduisant la supervision sur base consolidée dans l'UMOA. (Supervision bancaire).
UEMOA	Production d'une note technique sur le détail des coûts. (Gestion des dépenses publiques).
UMOA-Titres	Adoption des modalités relatives aux privilèges accordés aux spécialistes en valeur du Trésor. (Gestion de la dette).

#### A. Bénin

11. **Administration douanière.** L'appui fourni par le Centre sur la mise en œuvre du système d'analyse du risque et sur la mise en place de l'informatisation des contentieux a permis de procéder à l'évaluation technique et au suivi opérationnel du système définitif. Les activités d'AT ont également favorisé l'installation de l'application des affaires contentieuses, ainsi que la révision de la structure de la matrice des infractions douanières. Par conséquent,

elles ont permis de renforcer les capacités du Bénin à lutter contre la fraude et à mieux gérer les risques.

12. **Administration fiscale.** Les activités d'AT menées en AF 2016 ont permis de renforcer la modernisation de la gestion à la Direction des moyennes entreprises (DME). Parmi les résultats obtenus on peut citer : (i) une note de service proposée par l'expert de l'AFRITAC de l'Ouest qui a été signée par le Directeur Général des Impôts ; (ii) l'assainissement du fichier des moyennes entreprises, grâce au transfert de 4343 petites entreprises vers les Centres des impôts ; (iii) l'augmentation du nombre d'entreprises de taille moyenne enregistrées, de 1880 à 2355 soit une hausse de 25% ; (iv) l'élaboration d'un manuel des procédures fiscales pour la DME et ; (v) la généralisation du paiement des obligations fiscales par virement bancaire pour les moyennes et grandes entreprises. Par ailleurs, les travaux d'une mission réalisée conjointement avec le département des finances publiques du FMI ont permis d'identifier de nouveaux axes d'intervention, notamment orientés vers la modernisation de l'immatriculation, ainsi que la poursuite du renforcement des moyennes entreprises, et celui de la gestion des arriérés fiscaux.

13. **Gestion des dépenses publiques.** Pour L'AF 2016, les activités d'AT ont porté sur la rationalisation de la chaîne de la dépense, la déconcentration du contrôle financier, et le Système d'information (SI). Elles ont abouti à la préparation d'un plan d'actions dont la mise en œuvre permettra aux autorités de rationaliser les procédures d'exécution des dépenses, et de les adapter aux nouvelles réformes. Par ailleurs, l'expert du Centre a procédé à la revue de la qualité et la dissémination du guide d'exécution des dépenses en mode programme, et le projet de guide relu et validé avec les experts nationaux a été soumis aux autorités pour adoption. Dans le domaine de la comptabilité, le cahier de charges pour l'adaptation du SI a été finalisé ; des propositions ont été faites pour les orientations portant sur l'externalisation ou non des travaux d'adaptation et ; un calendrier indicatif qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif « respect de l'échéance de bascule » a été préparé.

14. **Statistiques de finances publiques.** L'appui à la mise en œuvre des réformes régionales a porté essentiellement sur le renforcement des capacités relatives à la préparation du cadre d'analyse minimum et à l'élargissement du champ d'application du Tableau des Operations Financières de l'Etat (TOFE). Les activités d'AT menées en AF 2016 ont contribué à l'élaboration d'un TOFE base *MSFP 2001*, et de la situation de la dette sur une base expérimentale. Elles ont également permis de faire une revue des progrès accomplis sur l'amélioration de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) et sur son utilisation comme source de données pour la production du TOFE.

15. **Statistiques du secteur réel.** Le Centre a appuyé le lancement de l'élaboration des comptes financiers suivant le *Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 2008*. La publication de ces comptes est prévue pour l'AF 2017. Les activités menées en AF 2016 ont également permis la préparation des tables de passage entre les données primaires et les opérations financières, ainsi que la formation des cadres aux techniques d'élaboration des comptes financiers.

16. **Gestion de la dette publique.** Le renforcement du cadre organisationnel pour la gestion de la dette publique a été l'activité principale réalisée en AF 2016. L'appui fourni par le Centre

a permis de clarifier les responsabilités de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et du Trésor en matière de gestion de la dette publique. Il a abouti à la préparation d'un projet de réorganisation des services de gestion de la dette publique qui a été approuvé et opérationnalisé par les autorités et d'un projet de manuel de procédures qui servira de guide à l'exécution des actes de la gestion de la dette publique. De plus, le Conseiller résident du Centre a participé à une mission conjointe avec le département des Marchés des Capitaux et Monétaires du FMI et la Banque mondiale, dont les travaux ont permis de renforcer les capacités d'une vingtaine de cadres sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la stratégie de la dette à moyen terme (SDMT), et sur l'utilisation de l'outil analytique de la SDMT développé par les services du FMI et de la Banque mondiale.

17. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Au terme des activités d'AT, les résultats suivants ont été réalisés : (i) les cadres de la Direction Générale des Affaires Economiques, de l'Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique (INSAE), et de l'agence nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ont été formés aux principes généraux d'élaboration des indicateurs avancés de conjoncture ; (ii) une évaluation des forces et faiblesses des indicateurs disponibles a été élaborée ; (iii) une liste de nouveaux indicateurs à calculer ainsi que leur méthodologie a été proposée et ; (iv) un plan d'actions pluriannuel, intégrant l'AT requise pour l'amélioration du dispositif de la conjoncture a été élaboré.

## **B. Burkina Faso**

18. **Administration douanière.** Les deux missions prévues pour cette année fiscale n'ont pas eues lieu à cause de la situation sécuritaire dans le pays et de l'indisponibilité de l'expert.

19. **Administration fiscale.** L'appui fourni par le Centre a permis la consolidation du fichier des moyennes entreprises qui s'est établi à 1181 entreprises moyennes à fin 2015. Ce résultat est d'autant plus important que la contribution de cette catégorie d'entreprises dans les recettes de la Direction générale des impôts était de 8% en 2015.

20. **Gestion des dépenses publiques.** Fournie conjointement avec le Pôle de Dakar, l'activité d'AT a aidé à la revue de la maquette générale des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP), et prodigué des conseils aux cadres concernés pour l'amélioration de la qualité des documents du budget-programme.

21. **Statistiques de finances publiques.** La préparation et la mise en œuvre du cadre d'analyse minimum, et l'élargissement du champ d'application du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) ont marqués les activités d'AT en AF 2016. Parmi les résultats obtenus il y a : (i) la finalisation du tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT); (ii) l'identification des données disponibles pour la production du cadre d'analyse minimum et l'élargissement du champ d'application du TOFE à tous les sous-secteurs de l'administration publique ; (iii) une revue des incohérences de la PNT /PNG<sup>2</sup> et ; (iv) la mise à jour du calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE.

---

<sup>2</sup> PNT : Position Nette du Trésor ; PNG : Position Nette du Gouvernement.

22. **Statistiques du secteur réel.** Les trois activités prévues ont été annulées en raison des suspensions de mission liée à la situation sécuritaire dans le pays.

23. **Gestion de la dette.** L'unique activité prévue au quatrième trimestre n'a pas pu avoir lieu en raison des suspensions de mission liée à la situation sécuritaire dans le pays.

24. **Analyse et prévision macroéconomiques.** L'appui du Centre était destiné à renforcer les capacités en matière de modélisation pour les prévisions macroéconomiques. A cette fin, un diagnostic approfondi du fonctionnement de l'Instrument Automatisé de Prévision (IAP), qui est le modèle de prévision macroéconomique utilisé à la Direction générale de l'économie et de la planification a été effectué. De plus, l'expert du Centre a proposé une feuille de route pour la révision et l'approfondissement du modèle IAP.

### C. Côte d'Ivoire

25. **Administration douanière.** L'AT fournie par le Centre a abouti à la préparation d'une ébauche de cadre de suivi pour les marchandises importées sous le régime d'exonération, et à des conseils sur le programme de vérification à posteriori de ce régime. De plus, le Centre a procédé à l'évaluation, après une année d'activité, du système de gestion automatisé du risque et de sélectivité des contrôles. Parmi les constats on peut noter : une forte diminution des délais de dédouanement grâce à une meilleure gestion des risques; une augmentation du nombre de redressements donnant lieu à des droits additionnels, et une hausse des droits recouvrés pour les marchandises mises à la consommation.

26. **Administration fiscale.** Deux activités essentielles ont marqué l'AF 2016 : la formation et l'évaluation des Centres de moyennes entreprises (CME). Au terme de la première activité, environ 35 cadres de la Direction générale des impôts (DGI) étaient formés sur le contrôle approfondi sur pièces. La seconde activité, réalisée à la demande des autorités était centrée sur l'évaluation des Centres des Moyennes Entreprises (CME) qui étaient entrés en activité en juillet 2014. Sur base des résultats tangibles des CME, la DGI ivoirienne envisage de créer d'autres centres à Abidjan pour tirer meilleur profit et assurer une plus large couverture de l'administration des moyennes entreprises. Dans ce contexte, l'expert du Centre a fait des propositions visant à l'abaissement du seuil d'éligibilité des entreprises moyennes. L'objectif poursuivi étant de créer de leviers nécessaires pour une meilleure gestion de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les conditions actuelles d'administration de cette taxe demeurent inefficaces et expliquent en partie son faible rendement.

27. **Gestion des dépenses publiques.** Les activités réalisées en AF 2016 ont appuyé la rédaction des macro-processus d'exécution de la dépense dans la phase comptable et partant, la définition des spécifications techniques en vue de l'élaboration du cahier des charges du nouveau Système d'Information. Elles ont aussi contribué à l'amélioration de la qualité comptable, notamment en ce qui concerne l'apurement par voie de régularisation comptable des soldes non justifiés, ainsi qu'à la préparation d'un projet d'instruction comptable unique. De plus, l'expert du Centre a participé au séminaire national sur la comptabilité-matière.

**Statistiques de finances publiques.** Le renforcement des capacités sur le cadre d'analyse minimum, sur le Manuel des statistiques de finances publiques (*MSFP2001*) et l'élargissement du champ d'application du TOFE ont été au centre des appuis fournis par le Centre. Ainsi,

outre la formation des équipes concernées, qui a eu lieu à travers un atelier national de formation, organisé par le Centre en collaboration avec la Commission de l'UEMOA, les activités d'AT ont permis de mettre à jour le calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE ; d'évaluer et d'analyser les données disponibles de tous les sous-secteurs des administrations publiques pour l'élargissement du champ de couverture du TOFE ; et de préparer le TOFE UEMOA 2009, ainsi que la situation de la dette sur une base expérimentale.

28. **Statistiques du secteur réel.** Les activités d'AT menées en AF 2016 ont permis d'établir un diagnostic des comptes nationaux en s'appuyant sur le cadre d'évaluation de la qualité des données du FMI et de finaliser le projet des Comptes nationaux trimestriels de 1996.

29. **Gestion de la dette.** Suite à une demande des autorités ivoiriennes, le Centre a fourni un appui à la modernisation du cadre de gestion de la dette publique. Ce thème a remplacé celui initialement prévu au programme, qui était relatif à la formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de dette. Les activités menées ont abouti à la préparation : (i) d'un projet de loi pour encadrer la gestion de la dette publique en Côte d'Ivoire ; (ii) d'un projet de décret pour réglementer les procédures d'octroi de la garantie de l'Etat et de rétrocession de la dette publique ; (iii) et d'une proposition de modification de la mission et du fonctionnement du Comité national de la dette publique. De plus, le Conseiller résident a dirigé une mission d'assistance technique pour appuyer l'élaboration d'une stratégie exhaustive de dette à moyen terme, en collaboration avec le Département des Marchés Monétaires et des Capitaux du FMI, et la Banque mondiale. Cette mission a permis de renforcer les capacités d'une quinzaine de cadres sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la Stratégie de Dette à Moyen Terme (SDMT). La mission a également permis d'identifier des actions qui doivent être mises en œuvre pour diversifier la base des investisseurs et développer le marché des titres d'Etat.

30. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Les activités d'AT menées ont permis de recenser les besoins de renforcement des capacités, et de proposer un cadre théorique, une démarche méthodologique et des spécifications techniques pour l'amélioration du dispositif de prévision et de simulations des recettes fiscales de la Direction Générale des Impôts.

#### **D. Guinée**

31. **Administration douanière.** Aucune activité n'avait été programmée dans ce domaine pour cette année fiscale.

32. **Administration fiscale.** Le programme pluriannuel pour le renforcement de la gestion des arriérés fiscaux lancé en 2013 avait été suspendu en raison de la crise sanitaire liée à la maladie à virus Ebola de 2014-15. La première mission réalisée après la levée de la suspension de missions, en septembre 2015 a offert un nouveau point de départ pour la reprise des activités d'AT. Elle a permis l'élaboration d'un nouveau programme pluriannuel pour le renforcement des opérations fiscales de la Direction Nationale des Impôts (DNI) pour les deux prochaines années, avec comme cibles les mesures prioritaires suivantes : (i) la réorganisation des services de la DNI, et avec plus spécialement la mise en place des structures de pilotage et de suivi d'activité ; (ii) le renforcement du service des moyennes entreprises ;

(iii) le renforcement des opérations fiscales au service des grandes entreprises et; (iv) l'appui au recouvrement forcé des arriérés d'impôts.

33. **Gestion des dépenses publiques.** La réalisation de l'AT relative à la formation à l'utilisation de l'outil de budgétisation de la masse salariale a permis à tous les acteurs concernés de s'en approprier progressivement. La seconde mission qui devait porter sur la revue et la budgétisation en Autorisation d'Engagements (AE) et Crédits de Paiement (CP) n'a pas pu avoir lieu à cause de l'indisponibilité des autorités.

34. **Statistiques de finances publiques.** Le Centre a conduit deux missions d'AT qui ont permis de former les équipes concernées sur le *MSFP 2001/2014* ; de faire une évaluation de l'état des statistiques de finances publiques en Guinée et de revoir la méthodologie de production du TOFE actuel, ainsi que les sources de données utilisées. Ces activités ont également abouti à l'évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique et pour les entreprises publiques, et d'entamer un projet de production du TOFE UEMOA 2009 à partir de sources détaillées du TOFE actuel. Un plan d'actions intérimaire (2016-2017) pour la mise en œuvre du *MSFP 2001/2014* a été également élaboré.

35. **Statistiques du secteur réel.** Le principal résultat obtenu avec l'appui du Centre était la préparation des comptes nationaux de 2012 et 2013.

36. **Gestion de la dette.** La seule activité prévue en début d'année a été réalisée et a porté sur l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics. En concertation avec les autorités, ce thème a remplacé la formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette qui était prévue au programme. Ce changement est dû au fait qu'un autre partenaire technique a offert la formation aux autorités en 2015. La mission exécutée a permis aux cadres de s'approprier certaines pratiques d'émission de titres publics et d'identifier les améliorations aux pratiques d'émission de titres publics qui pourraient être mises en œuvre à court et à moyen termes.

37. **Supervision bancaire.** Les activités d'AT menées en AF 2016 ont permis d'accompagner la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) dans le processus d'automatisation de la collecte des données, la conception d'outils de traitement des données et l'introduction du nouveau plan comptable. Les experts du Centre ont également appuyé la banque centrale dans la rédaction de nouvelles réglementations (gouvernement d'entreprise), et ont formulé des recommandations pour l'amélioration du dispositif d'évaluation et de notation des banques.

38. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Le principal résultat atteint en AF 2016 est la révision du modèle macroéconomique de simulation de l'économie guinéenne (MSEGUI), et son extension grâce à l'insertion des modules complémentaires. Ces derniers portent notamment sur les prévisions des recettes budgétaires, et permettent d'améliorer les projections des agrégats de certaines branches. Par ailleurs, l'expert du Centre a proposé une feuille de route pour l'appropriation et l'approfondissement du modèle. Les autres activités ont abouti à l'identification des besoins d'AT de la BCRG, ainsi qu'à des recommandations visant à améliorer les instruments et méthodologies en matière d'analyse et prévision macroéconomiques.

## E. Guinée-Bissau

39. **Administration douanière.** Avec l'appui du Centre, les services de la douane ont renforcé le dispositif qui permet de suivre les marchandises depuis leur arrivée au port jusqu'au règlement définitif des droits. De plus, un plan d'informatisation du processus de transmission des manifestes, ainsi qu'un projet de procédure opérationnelle de suivi et de régularisation des manifestes non apurés a été préparé.

40. **Administration fiscale.** Aucune activité n'était prévue dans ce domaine pour l'année fiscale 2016.

41. **Gestion des dépenses publiques.** L'exécution de l'activité relative à l'audit de la chaîne de la dépense a débouché sur un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense avec un accent particulier sur le retour à l'orthodoxie dans l'exécution des dépenses publiques, afin de restaurer la crédibilité de l'Etat vis-à-vis de ses cocontractants. La mission sur l'amélioration de la comptabilité de l'Etat n'a pu avoir lieu faute d'approbation par les autorités.

42. **Statistiques de finances publiques.** Une mission d'assistance technique a abouti à une mise au point sur l'état des statistiques de finances publiques, et à la revue de la méthodologie de production du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) actuel ; et à l'évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique, et pour les entreprises publiques. Une version préliminaire d'un projet de production du TOFE UEMOA 2009 à partir de sources détaillées du TOFE actuel a aussi été entamée.

43. **Statistiques du secteur réel.** Les trois missions d'assistance technique réalisées ont abouti aux résultats suivants : (i) la préparation d'une note de publication des comptes nationaux annuels 2013-2014 selon le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 1993 ; (ii) la mise en conformité des nouvelles nomenclatures des comptes nationaux avec les nomenclatures internationales de SCN2008 et ; (iii) la préparation de trois maquettes de saisie des données. De plus, les activités menées en AF 2016 ont permis de former les cadres aux concepts du SCN2008 et à l'utilisation d'ERETES qui est le logiciel d'élaboration des comptes nationaux.

44. **Gestion de la dette.** Les activités réalisées ont permis d'identifier les faiblesses des pratiques de gestion de la dette publique, et de proposer un plan d'actions accompagné d'un chronogramme en vue de moderniser ces pratiques. En lien avec les recommandations de la première mission, la deuxième mission a assisté les autorités à élaborer les dispositions du projet de décret qui encadreront les activités de gestion de la dette publique.

45. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Les experts du Centre ont fourni une formation sur les techniques de cadrage macroéconomique à une équipe du Ministère de l'Economie et des Finances. Ils ont également contribué à l'élaboration d'un plan d'actions sur deux ans pour le renforcement des capacités, et à la préparation des termes de références pour le recrutement d'un Consultant qui devrait élaborer un modèle macroéconomique.



## F. Mali

46. **Administration douanière.** Les deux missions prévues ont eu lieu. La première a permis d'évaluer l'application du contentieux informatisé et de valider le manuel de procédures. La seconde mission consacrée à l'évaluation technique du système de gestion des risques de la douane a révélé qu'un certain nombre de pré-requis indispensables à la mise en place d'un système de gestion informatisée des risques n'étaient pas remplis. Un plan d'actions pour la mise en place de ces pré-requis a été produit. Il porte sur la mise en place d'un Comité de sélectivité, la base de données sur le résultat des contrôles physiques et le calcul des scores.

47. **Administration fiscale.** La mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique portant sur le projet pluriannuel de renforcement des moyennes entreprises a eu les résultats suivants : (i) l'élargissement du fichier des moyennes entreprises, avec un taux d'accroissement du fichier de 29,1% entre 2013 et 2014 ; (ii) l'intensification des contrôles sur pièces qui a connu un taux de réalisation de 72% au 30 décembre 2014 ; (iii) l'adoption de la Note d'instruction portant sur la réorganisation du service de gestion par tâches essentielles et : (iv) l'augmentation de la contribution des moyennes entreprises dans les recettes fiscales de la Direction Générale des impôts de 21% entre 2013 et 2015.

48. **Gestion des dépenses publiques.** Les activités d'AT ont été limitées du fait de la situation sécuritaire dans le pays. Au cours de l'unique mission qui a eu lieu, l'expert du Centre a procédé, avec les services concernés, à une analyse approfondie de l'organisation de la gestion de la masse salariale. La mission a permis de mettre en place et former une équipe projet pour piloter la mise en œuvre de l'outil de pilotage de la masse salariale ; d'effectuer une première mise en œuvre de l'outil avec les données d'exécution 2014 ainsi que les mesures de la loi de finances pour 2015 ; de proposer des orientations techniques pour piloter les effectifs et la masse salariale des personnels des collectivités territoriales, et ; d'identifier les procédures financières et comptables spécifiques des forces armées pour sécuriser le paiement de la solde des militaires.

49. **Statistiques de finances publiques.** Le Centre a fourni une AT pour appuyer les travaux liés au basculement définitif au TOFE UEMOA 2009, la production du cadre d'analyse minimum, et l'élargissement du champ d'application du TOFE à l'administration publique centrale. Dans le cadre de ces travaux, il y a eu également une évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique, et pour les entreprises publiques, ainsi que la validation du plan d'actions du comité de mise en œuvre de la Directive TOFE (2015-2017). Enfin, les experts du Centre ont fourni une formation sur le *MSFP 2001/2014* aux membres du comité de mise en œuvre de la Directive TOFE.

50. **Statistiques du secteur réel.** La mission réalisée portait sur la diffusion des comptes nationaux annuels (CNA) définitifs et la mise en place d'un dispositif pour les CNA provisoires. La seconde mission qui était prévue a été annulée à cause de la situation sécuritaire dans le pays. La mission a contribué à la rédaction d'une note présentant la démarche utilisée pour l'élaboration des CNA provisoires. Cette première version rassemble les éléments qui portent sur les nomenclatures, l'identification des sources et indicateurs et les étapes d'élaboration (traitement des sources, et travaux analytiques et synthèses). Elle a également contribué à la finalisation de la note d'analyse de la série des CNA 1999-2013 et au



renforcement des capacités des comptables nationaux sur l'utilisation de l'outil informatique ERETES.

51. **Gestion de la dette.** La mission réalisée a permis de former une trentaine de participants sur les étapes à suivre pour développer les orientations qualitatives de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme. La seconde mission qui était prévue n'a pas pu avoir lieu en raison de la situation sécuritaire dans le pays.

52. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Les activités d'assistance technique ont porté sur le diagnostic approfondi du Modèle macroéconomique de la Direction nationale de la planification du développement (MME\_DNPD). Un plan d'actions pour l'appropriation et l'approfondissement de ce modèle ainsi que la redynamisation du Comité de prévision et de modélisation, couvrant la période 2015-18, a été élaboré avec l'appui de l'expert du Centre.

## **G. Mauritanie**

53. **Administration douanière.** Le Centre a appuyé l'évaluation de la base de données valeurs et l'élaboration d'un projet de segmentation du traitement des déclarations en trois étapes progressives. La deuxième mission qui prendra fin le 29 avril 2016 vise trois objectifs essentiels, notamment : i) faire un point sur l'état d'avancement du projet depuis la dernière visite en octobre 2015 ; ii) l'évaluation des impacts et des ajustements de la mise en opération de la première étape progressive d'application de la valeur transactionnelle par les bureaux de dédouanement et ; iii) l'état des lieux du service des enquêtes afin d'identifier les préalables pour le démarrage des activités de contrôle a posteriori sur la valeur, en développant les synergies avec le Bureau national de la valeur.

54. **Administration fiscale.** Les deux missions réalisées ont permis les avancées suivantes : (i) l'accroissement du nombre des moyennes entreprises couvertes, qui est passé de 342 à 1214 entreprises ; (ii) l'augmentation du nombre d'assujettis qui est passé de 184 à 758 entreprises ; (3) le déploiement en janvier 2015 d'un logiciel permettant le renforcement des opérations fiscales ; (4) le renforcement de la performance de la Direction des moyennes entreprises de Nouakchott dont la part dans les recettes fiscales s'est accrue de 3 à 5%.

55. **Gestion des dépenses publiques.** La mission relative à la réactivation de l'outil de budgétisation de la masse salariale a permis de former une nouvelle équipe autour du directeur de la solde, dédiée à l'utilisation de l'outil, et de faire des esquisses de budgétisation pour 2017. Les axes futurs d'intervention ont également été arrêtés et discutés avec les autorités.

56. **Statistiques de finances publiques.** La mission réalisée a abouti à la validation et à l'amélioration de la table de passage pour produire le TOFE base *MSFP 2001/2014* à partir de la BGCT. Une évaluation des données disponibles des autres sous-secteurs de l'administration publique et des entreprises publiques a également été faite, et un plan d'actions intérimaire pour la mise en œuvre du *MSFP 2001/2014* a été élaboré.

57. **Statistiques du secteur réel.** Les activités d'AT réalisées ont permis de finaliser les Comptes nationaux annuels pour 2012 et 2013.

58. **Gestion de la dette.** La seule activité prévue et réalisée a porté sur le renforcement des capacités. L'objectif de la mission était de développer les capacités des participants à réaliser de manière autonome une analyse de viabilité de la dette (AVD). Cet objectif a été partiellement atteint. En effet, la plupart des cadres qui ont assisté à la formation ne maîtrisaient pas suffisamment le processus de cadrage macroéconomique qui est un pré-requis essentiel pour l'AVD.

59. **Supervision bancaire.** L'activité s'est concentrée sur le deuxième semestre de l'AF 2016. L'AT a essentiellement porté sur la rédaction d'une nouvelle instruction sur les fonds propres, en vue de mettre leur calcul en conformité avec les normes internationales, et revoir les modalités de traitement des engagements des banques sur leurs personnes apparentées. D'un point de vue plus opérationnel, les experts du Centre ont formulé des recommandations sur les processus d'évaluation et de notation des banques, et ont conduit des formations auprès des superviseurs et contrôleurs bancaires.

60. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Les activités qui étaient prévues n'ont pas pu être réalisées en raison des contraintes de calendrier de l'administration bénéficiaire de l'assistance technique.

## **H. Niger**

61. **Administration douanière.** Aucune activité n'était programmée dans ce domaine pour cette année fiscale.

62. **Administration fiscale.** Le Centre a appuyé les efforts des autorités pour l'amélioration du recouvrement, et l'AT fournie a contribué aux résultats suivants : (i) l'élargissement de l'assiette fiscale de 836 à 1022 entreprises moyennes; (ii) l'amélioration du taux de déclaration spontanée de 51% en février 2015 à 71% en juin 2015 et; (iii) l'amélioration du recouvrement des arriérés.

63. **Gestion des dépenses publiques.** Grâce à l'AT fournie au cours de deux missions, les principaux acteurs concernés se sont approprié la démarche des AE/CP, particulièrement les préalables à cette démarche ; et les dépenses d'investissement public pour une dizaine de ministères sont désormais déclinées en AE/CP. En ce qui concerne le CUT, un plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations relatives au rapatriement dans le CUT des fonds publics logés dans les banques privées, discuté et adopté avec les autorités, est en cours de mise en œuvre.

64. **Statistiques de finances publiques.** Les activités qui étaient prévues ont été reportées à la prochaine année fiscale à la demande des autorités.

65. **Statistiques du secteur réel.** Les deux missions réalisées ont permis de finaliser les Comptes nationaux annuels (CNA) pour 2011-2012 avec ERETES, et selon le *Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 1993*. Les cadres ont également été formés aux concepts du *SCN1993* et à l'utilisation d'ERETES.

66. **Gestion de la dette.** La seule activité prévue dans le programme n'a pas pu être réalisée en raison de l'indisponibilité des autorités.

67. **Analyse et prévision macroéconomiques.** La mission qui était programmée a été annulée lorsque l'expert du Centre a été informé que les activités ciblées allaient être conduites par un expert long terme financé par la coopération technique allemande.

## **I. Sénégal**

68. **Administration douanière.** L'appui fourni par le Centre a permis de faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations faites lors des deux missions précédentes, et a permis d'actualiser les recommandations ainsi que le chronogramme de mise en œuvre. Les conclusions de cette mission montrent que le projet de gestion des risques automatisée a fait des progrès sur les aspects purement techniques car des facteurs de blocage majeurs empêchent la mise en place d'une sélectivité des contrôles reposant sur la gestion des risques automatisée. La poursuite et le bon déroulement du projet nécessitent la mise en place des préalables qui portent sur la réduction du nombre de déclarations pour le contrôle, l'accomplissement effectif par les services douaniers des inspections sélectionnées et l'arrêt de la sélection par des décisions individuelles discrétionnaires et l'envoi des déclarations à faible risque dans un circuit de contrôle.

69. **Administration fiscale.** Les deux missions réalisées ont permis de constater que la mise en œuvre des recommandations fournies par le Centre au terme du programme pluriannuel pour le renforcement du Centre des Moyennes Entreprises de Dakar a permis de consolider le fichier des entreprises moyennes établies. Celui-ci compte actuellement 1275 entreprises de taille moyenne. De plus, il y a eu une maîtrise des obligations fiscales de cette catégorie d'entreprises qui représente plus de 93% d'entreprises de dépôt spontané à la TVA. Par ailleurs, les mesures permettant d'accroître la réactivité des services pour les contrôles ponctuels ont été mises en place.

70. **Gestion des dépenses publiques.** La clôture du Projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT) sur le pilotage de la masse salariale a été assurée à travers un ultime appui apporté à distance. Toutefois, pour rendre cet outil utile, des efforts sont encore nécessaires dans le sens d'une meilleure définition du périmètre de la solde et d'une plus grande mutualisation de la méthodologie. Il convient de noter que l'activité initialement prévue au cours de la seconde moitié de l'année sur le Plan Comptable de l'Etat n°1 a été reprogrammée pour l'année prochaine; et une mission relative à la déconcentration de l'ordonnance qui était en réserve, a été réalisée. Elle a permis non seulement la sensibilisation des autorités aux enjeux de l'exécution de la dépense en mode de budget programme, mais aussi l'adoption d'un plan d'actions triennal pour la mise en œuvre progressive de la déconcentration. Par ailleurs, le Centre a participé à la dernière mission du département des finances publiques qui a travaillé sur le renforcement de la fonction macro budgétaire et le rapportage financier.

71. **Statistiques de finances publiques.** Deux missions conduites par le Centre sur le renforcement des capacités pour la préparation du cadre d'analyse minimum, le *MSFP 2001* et l'élargissement du champ d'application du TOFE ont permis d'appuyer le basculement définitif au TOFE UEMOA 2009 en juin 2015. Elles ont également abouti à la validation, la révision et la documentation de la table de passage au *MSFP2001*. Par ailleurs, l'expert du Centre a contribué à l'évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique et pour les entreprises publiques ; à la production de la situation de

la dette sur base expérimentale ; à l'élaboration de la méthodologie pour la production de la situation des flux de trésorerie et ; à la formation des cadres concernés sur les problématiques spécifiques aux statistiques des finances publiques.

72. **Statistiques du secteur réel.** Les travaux exécutés au cours de l'AF 2016 ont porté sur la désaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels. Ils ont permis de former les cadres aux techniques de dessaisonnalisation, et ont abouti à la désaisonnalisation des séries intervenant dans le Produit intérieur brut (PIB) trimestriel.

73. **Gestion de la dette.** Le Centre a fourni une assistance au terme de laquelle une vingtaine de cadres a été formée sur les techniques de couverture du risque de change dans le portefeuille de la dette publique, singulièrement sur les enjeux liés à l'utilisation des swaps de devises en gestion de la dette publique. A la demande des autorités, le Centre a aidé à l'élaboration de la politique et des procédures qui guideront l'octroi, la gestion de la garantie de l'Etat et des prêts rétrocédés.

74. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Aucune activité n'était prévue au programme dans ce domaine.

## **J. Togo**

75. **Administration douanière.** La mise en œuvre des recommandations faites par le Centre a permis le renforcement des régimes d'exonérations ainsi que la mise en place d'un programme de vérification à posteriori. Par ailleurs, le Centre a participé à une mission de suivi organisée par le Département des finances publiques du FMI, portant sur l'évaluation de la mise en place de l'Office togolais des Recettes.

76. **Administration fiscale.** Les activités d'AT ont porté sur la mise en place des outils méthodologiques du contrôle fiscal, et la formation de 122 cadres intermédiaires en contrôle fiscal. En dehors de ces actions, une mission réalisée en janvier 2016, organisée par le département des finances publiques (FAD) du FMI et le Centre a permis de procéder à l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations formulées au cours des missions précédentes de FAD, et d'identifier les mesures prioritaires devant soutenir les recettes budgétaires en 2016.

77. **Gestion des dépenses publiques.** La mise en œuvre du Projet pluriannuel d'assistance technique sur la préparation du budget a permis : (i) d'appuyer la mise en place de la documentation budgétaire telle que prévue dans la nouvelle loi organique ainsi que la restructuration de la circulaire sur la préparation du budget de l'Etat, et (ii) de renforcer les capacités et la méthodologie d'élaboration du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP). A la demande des autorités, la mission portant sur le Plan de trésorerie de l'Etat a été reportée à l'année prochaine, en remplacement à la participation du Centre à une mission du département des Finances Publiques du FMI qui a aidé à l'adaptation du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP) à la Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE) et au Plan Comptable de l'Etat (PCE).

78. **Statistiques de finances publiques.** Le Centre a appuyé la production du TOFE UEMOA 2009 à partir de la comptabilité auxiliaire, ainsi que celle de la situation de la dette

sur une base expérimentale. Les travaux d'AT ont également permis l'évaluation de la BGCT pour la production des statistiques de finances publiques pour l'administration centrale, et celle des données du sous-secteur de la sécurité sociale et des collectivités locales. De plus, les experts du Centre ont fourni une formation aux cadres concernés sur les statistiques de la dette du secteur public, et sur la mise à jour du fichier fiscal de suivi du Département Afrique du FMI sur la base du *MSFP 2001*. Ils ont aussi aidé à la mise à jour du calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE.

79. **Statistiques du secteur réel.** Les activités d'assistance techniques ont été effectuées au cours de trois missions. Elles ont permis au pays de préparer les Comptes Nationaux annuels (CNA) pour 2011 et 2012, et de lancer le développement des CNA provisoires pour 2013.

80. **Gestion de la dette.** Une seule activité était prévue au programme. Elle portait sur la formation à l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique, et elle a permis la formation d'une vingtaine d'agents en charge de la gestion de la dette publique.

81. **Analyse et prévision macroéconomiques.** Les activités d'AT ont porté sur la formation des cadres concernés sur l'utilisation des comptes nationaux et sur la 3<sup>ème</sup> version du modèle de prévision des comptes macroéconomiques du Togo (PRECOMAT 3.0). Au cours de ces activités, l'expert du Centre a fait des recommandations qui permettront aux services concernés d'améliorer les instruments et méthodologies actuellement disponibles, et de mieux s'approprier l'opérationnalisation du modèle ; et recensé les besoins d'AT.

### III. ACTIVITES REGIONALES ET COMMUNAUTAIRES

#### A. Assistance technique à l'endroit des institutions régionales

82. Les principales activités d'AT programmées au niveau des institutions régionales portaient sur la préparation des textes réglementaires pour l'Agence UMOA-Titres (AUT); le projet de transposition des dispositions de Bâle II/III à la BCEAO ; la migration du plan comptable bancaire et ; l'élaboration des modèles quasi-comptables. Il convient de noter que l'élaboration des modèles quasi-comptable pour la Commission de l'UEMOA a été repoussée à l'AF 2017, et que le Centre a poursuivi son appui à la Commission de l'UEMOA avec la production des notes techniques devant contribuer au renforcement de capacités pour la mise en œuvre des nouvelles directives, ainsi que sa participation aux rencontres des professionnels des finances publiques.

#### Agence UMOA-Titres

83. Le programme pluriannuel mis en place au profit de l'AUT s'est poursuivi avec la réalisation de trois missions. La première était relative à la définition des moyens d'élaboration de la courbe de taux dans l'UMOA, et les autres portaient sur l'appui à la mise à jour des textes réglementaires du marché des titres publics. La première mission a permis de proposer un plan d'action pour faciliter à terme la construction d'une courbe de taux d'intérêt dans la sous-région. Les deux autres missions ont permis d'identifier les dispositions des textes actuels qui constituent un frein au développement du marché des

titres publics dans l'UEMOA et de faire des propositions en vue de réduire les obstacles identifiés. Par ailleurs, l'AUT a demandé le report à l'année prochaine de la mission relative à la formation sur l'identification du risque de marché, de liquidité et de crédit dans un portefeuille de dette.

## **BCEAO**

84. L'activité du domaine de la supervision bancaire consacrée au projet de transposition des accords Bâle II et de Bâle III a apporté une assistance technique à la BCEAO pour réaliser les études d'impact et pour la rédaction des textes réglementaires transposant Bâle II et Bâle III. La nouvelle réglementation est en voie de finalisation par la BCEAO et sera prochainement soumise aux autorités régionales en vue de leur adoption. Une mission dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau dispositif a été conduite en février 2016. Elle portait sur l'évaluation des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques des banques. Aucune activité n'a été réalisée concernant l'assistance relative à la transposition des normes internationales IFRS, la BCEAO ayant privilégié l'avancement de ses projets relatifs à la transposition de Bâle II et de Bâle III, et à la révision au plan comptable bancaire de l'UMOA.

85. Une séance de formation d'une semaine portant sur le contrôle bancaire sur base consolidée a été conduite auprès des superviseurs de la Commission bancaire de l'UMOA. Elle a permis de donner aux participants les éléments-clés de la surveillance des groupes bancaires et de leurs filiales : enjeux en matière de supervision des groupes bancaires (aussi bien pour les têtes de groupe que pour les filiales), mise en œuvre de la supervision basée sur les risques au niveau des groupes, apport de la supervision sur base consolidée tant sur les aspects quantitatifs (données financières et prudentielles consolidées) que qualitatifs (gouvernance, gestion des risques, contrôle interne), la compréhension des risques au niveau des groupes bancaires ainsi que les grands principes de consolidation des états financiers et réglementaires. Le thème du contrôle sur base consolidée présente un enjeu particulier en raison de l'essor très important des groupes bancaires panafricains et internationaux dans l'UMOA.

## **Commission de l'UEMOA**

86. Le Centre a poursuivi son appui à la Commission de l'UEMOA pour le renforcement des capacités de mise en œuvre des nouvelles directives dans les Etats membres à travers la production des notes techniques et la participation aux réunions du réseau des praticiens et de l'observatoire des finances publiques de l'UEMOA.

### **B. Séminaires Régionaux et Actions de Formation**

#### **Séminaires régionaux**

##### ***Renseignement en matière de fraude douanière ; Abidjan, Côte d'Ivoire, janvier 2016.***

87. L'objectif principal de ce séminaire qui s'est déroulé en janvier 2016 à Abidjan, était de renforcer les capacités des administrations des douanes en matière de renseignement dans le continuum du processus de la gestion du risque douanier. Il a permis aux participants de



concevoir le développement du renseignement et sa contribution en appui à la gestion du risque. Ce fut également l'occasion pour les pays d'aborder les problématiques de leurs structures respectifs de renseignement afin, éventuellement, de mettre en place une fonction renseignement plus adaptée et surtout fonctionnelle.

***Contrôle fiscal des opérations internationales des banques et compagnies d'assurance ; Nouakchott, Mauritanie, juin 2015.***

88. Ce séminaire a eu lieu à Nouakchott en juin 2015. Il a regroupé 36 représentants des pays membres du Centre. Il visait le renforcement de capacités des inspecteurs des impôts sur les instruments normatifs de lutte contre le transfert illicite des bénéfices entre les sociétés multinationales. L'approche régionale a été mise en exergue pour souligner la nécessité de créer un groupe d'experts régionaux, spécialement dans la zone communautaire de l'UEMOA. Par ailleurs, le Conseiller résident du Centre a contribué à la mise à jour de la base de données d'analyse, de performance et de comparaison des administrations fiscales et douanières mise en place par le département des finances publiques du FMI (*Revenue Administration Fiscal Information Tools*, RAFIT).

***Contrôle sur les opérations internationales des industries minières ; Cotonou, Bénin, novembre 2015.***

89. Le Centre a organisé la troisième session du Groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales, en collaboration avec la Direction générale des Impôts du Bénin. Ce séminaire a permis aux membres du Groupe de travail d'être formés sur les différentes étapes des projets miniers, allant de la phase de la recherche préliminaire à celle de la commercialisation du minerai, en passant par la recherche avancée et la production. Les aspects techniques, technologiques et industriels ont été décrits et ont fait l'objet d'échanges avec les participants. De plus, les volets économiques, comptables et fiscaux de la formation ont également suscité un vif intérêt de la part des participants.

***Problématique de la déconcentration de l'ordonnancement en Afrique subsaharienne francophone ; Abidjan, Côte d'Ivoire, janvier 2016.***

90. Le séminaire, qui portait sur un sujet au cœur des réformes de 2<sup>nd</sup>e génération en matière des finances publiques, a été très apprécié par les participants en raison de son caractère interrégional et de la pertinence des thèmes abordés qui ont permis un riche partage d'expériences entre les professionnels des finances publiques des ministères des finances et des ministères sectoriels, les magistrats des comptes et les parlementaires. Le séminaire a été sanctionné par un rapport, assorti des recommandations sur les préalables et la démarche de mise en œuvre de la déconcentration de l'ordonnancement, destiné aux autorités des Etats membres.

***Démarche d'élaboration de la courbe de taux d'intérêt ; Cotonou, Bénin, septembre 2015.***

91. Ce séminaire a regroupé une quarantaine de participants représentant les dix États membres du Centre, de l'Agence UMOA-TITRES, et de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Il a permis la formation des participants, et un échange d'expérience

fructueux sur la problématique de l'élaboration de la courbe des taux d'intérêt, ainsi que le rôle des Etats dans l'émergence d'une courbe des taux dans la sous-région, à travers leurs activités d'émission de titres publics sur le marché.

***Surveillance macro-prudentielle, risques systémiques et stabilité financière, Dakar, Sénégal, juin 2015.***

92. Ce séminaire s'est tenu avec le soutien du centre de formation<sup>3</sup> de la BCEAO, sur le thème de la « surveillance macro-prudentielle, risques systémiques, et stabilité financière ». Il a réuni une trentaine de participants représentant les dix pays membres du Centre, cadres des ministères de l'Economie et des Finances, de banques centrales, dont une forte délégation de la BCEAO (directions nationales et siège), et du Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA. Le séminaire a sensibilisé et formé les participants aux enjeux des politiques macro-prudentielles et du renforcement de la stabilité financière.

***Supervision basée sur les risques; Paris, France, février 2016.***

93. Un séminaire portant sur la supervision basée sur les risques a été organisé par l'AFRITAC de l'Ouest et l'AFRITAC du Centre conjointement, et en partenariat avec l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI) de la Banque de France. Ce dernier a apporté un concours pédagogique important, en invitant plusieurs experts de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), et logistique. Ce séminaire a permis un large partage d'expérience entre superviseurs dans le domaine de la supervision basée sur les risques, les participants ayant tour à tour présenté l'état d'avancement et les difficultés de mise en œuvre de cette approche dans leur pays. Différents aspects ont été approfondis à travers des cas pratiques et des travaux en sous-groupe, dont les conclusions ont été présentées en séance plénière et ont donné lieu à des feuilles de route qui devraient s'avérer tout à fait utiles et pertinentes pour les autorités de supervision.

***Les statistiques de la dette du secteur public ; Lomé, Togo, mars 2016.***

94. Le séminaire avait réuni 33 participants provenant des dix pays couverts par le Centre et l'UEMOA. La présentation des nouvelles normes internationales en matière de statistiques de la dette du secteur public a contribué au renforcement des connaissances et capacités pour la production des données selon les nouvelles normes. La production de la situation de la dette publique a également été traitée lors de ce séminaire.

***Intégration des statistiques de la balance des paiements aux comptes nationaux ; Dakar, Sénégal, mars 2016.***

95. Ce séminaire organisé conjointement avec la BCEAO a rassemblé 30 représentants des 10 pays membres du Centre. Il a permis de présenter les méthodes d'élaboration des statistiques de la balance des paiements et l'état de mise en œuvre de la 6<sup>ème</sup> édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6). Il a également offert

---

<sup>3</sup> COFEB : Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires.



l'occasion aux comptables nationaux et aux prévisionnistes de discuter des difficultés rencontrées dans l'utilisation de ces statistiques, et de proposer des pistes d'amélioration.

***Analyse et prévision macroéconomiques dans la région, Abidjan, Côte d'Ivoire, juin 2015.***

96. Ce séminaire a marqué le lancement des activités de l'AFRITAC de l'Ouest dans le nouveau domaine d'intervention introduit en 2015, « Analyse et Prévision Macroéconomiques ». Il a permis un échange fructueux avec les participants sur les besoins de renforcement de capacité dans ce domaine, les initiatives en cours dans leurs pays respectifs, et les axes d'intervention possibles du Centre.

***Les aspects économiques de l'intégration régionale, Dakar, Sénégal, décembre 2015.***

97. Le Centre a organisé un cours sur les aspects économiques de l'intégration régionale en collaboration avec l'Institut pour le renforcement des capacités du FMI, et la BCEAO. Les représentants de tous les pays membres et institutions régionales couverts par l'AFRITAC de l'Ouest ont pris part à ce cours. Ce cours a permis aux participants de s'approprier des connaissances sur divers thèmes, particulièrement sur les questions liées à l'intégration économique en Afrique, les concepts de l'intégration commerciale, monétaire et financière avec application aux cas de l'UEMOA, de la CEDEAO et de l'UMA.

***Simulations de chocs macroéconomiques ; Dakar, Sénégal, janvier 2016.***

98. Ce séminaire a permis aux participants d'échanger et sur les questions liées aux simulations d'impacts qui peuvent être réalisées en utilisant les modèles macroéconomiques disponibles dans les Etats, et de faire des suggestions sur les approfondissements à apporter à ces modèles. Il a également permis aux participants de faire le point sur l'état d'avancement des initiatives prises au niveau de la sous-région pour renforcer les dispositifs existants de cadrage et de simulation macroéconomique. Au cours de ces travaux, les conditions et les modalités de mise en œuvre de modèles simples et d'études d'impacts macroéconomiques dans les pays couverts par le Centre ont également été définies.

**Programme d'Apprentissage par les Pairs**

99. Dans sa première année d'exécution, le programme d'apprentissage par les pairs n'a couvert que le domaine de gestion de dépenses publiques. Il a permis que six cadres des pays membres du Centre puissent effectuer des stages d'immersion. Les rapports élaborés à la fin des stages soulignent les enseignements tirés par les participants pour une mise en œuvre dans leurs pays respectifs.

- ❖ Un cadre du Sénégal a effectué un stage à la Trésorerie Générale du Maroc sur les étapes préalables au passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de la comptabilité, requises par le nouveau cadre harmonisé des finances publiques dans l'UEMOA. En particulier, il s'est imprégné de l'approche adoptée par le Maroc pour la préparation du bilan d'ouverture.

- ❖ Un cadre du Sénégal et un cadre du Bénin ont conjointement travaillé avec la Direction des réformes du Ministère des Finances du Cameroun sur la problématique de la déconcentration de l'ordonnancement, et de la gestion de la solde du personnel de l'Etat.
- ❖ Trois cadres du Mali, de la Guinée et de la Mauritanie, respectivement, ont bénéficié d'un stage de dix jours en Côte d'Ivoire sur la budgétisation et le pilotage de la masse salariale.

### Collaboration avec d'autres institutions

100. Les experts du Centre ont participé aux séminaires et ateliers organisés par d'autres institutions, comme indiqué ci-bas :

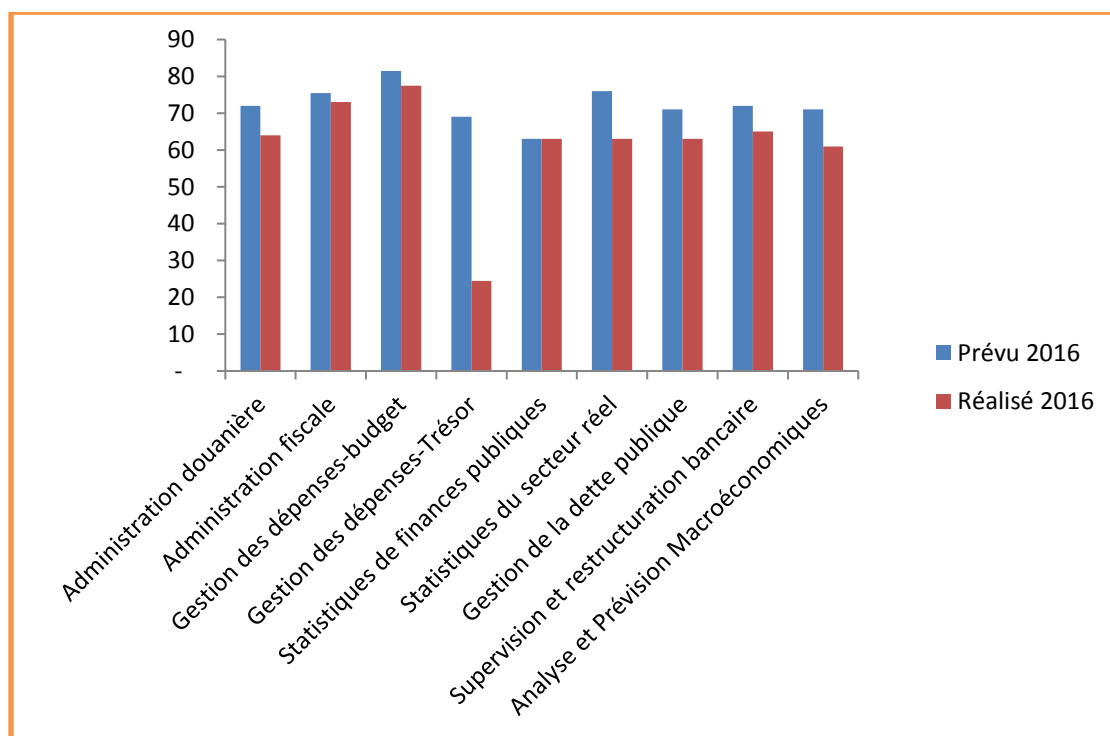
- ❖ *Harmonisation des statistiques de finances publiques dans l'espace CEDEAO* : les travaux ont abouti à la validation du projet de Plan d'actions et de la note méthodologique de compilation du TOFE des États de la région CEDEAO. Il y a eu une présentation sur la stratégie de renforcement des capacités des États membres pour la mise en œuvre du MSFP 2001 /2014.
- ❖ *Cadre d'analyse minimum et MSFP 2001/2014* : le Centre a participé à cet atelier organisé par l'UEMOA et qui portait sur la présentation des principaux changements méthodologiques du *MSFP 2001/2014* par rapport au *MSFP1986* ; et sur la présentation du cadre d'analyse minimum. Les travaux ont porté sur la présentation des concepts, définitions, principes comptables, classification et enregistrement des statistiques sur les recettes, et les charges de la dette du secteur public selon le *MSFP 2001/ 2014*.
- ❖ *Séminaire de l'UEMOA sur les statistiques* : Le Centre a participé à ce séminaire organisé à Abidjan pour environ 50 participants des dix pays membres. Le séminaire a permis d'examiner les méthodes d'élaboration des statistiques de finances publiques et leur intégration dans les comptes nationaux, notamment dans la perspective de l'application du *manuel des statistiques de finances publiques de 2001* et de la Directive N°10 de l'UEMOA portant tableau des opérations financières de l'Etat.
- ❖ *Conseil Scientifique de l'AFRISTAT* : Le Centre a participé aux travaux du Conseil scientifique de l'AFRISTAT.
- ❖ *Séminaire de l'AFRITAC de l'Ouest 2 sur la TVA*. Dans le cadre de la coopération et d'échanges d'expérience entre les Centres régionaux d'assistance technique du FMI, le Conseiller résident du Centre dans le domaine de l'Administration fiscale a pris part à un séminaire organisé à Accra par l'AFRITAC de l'Ouest 2. Ce séminaire portait sur l'amélioration de l'administration de la TVA dans les pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest 2.
- ❖ *Séminaires semestriels sur la conjoncture et les prévisions économiques des pays couverts par AFRITAC de l'Ouest*. En collaboration avec AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA, le Centre a participé aux séminaires regroupant semestriellement les

conjoncturistes et les prévisionnistes de ses pays membres. Ces séminaires sont des cadres d'échanges pédagogiques et méthodologiques. La contribution du Centre a consisté en la participation du Conseiller résident et la prise en charge financière de quatre participants représentant la Guinée et la Mauritanie à hauteur de deux participants par pays.

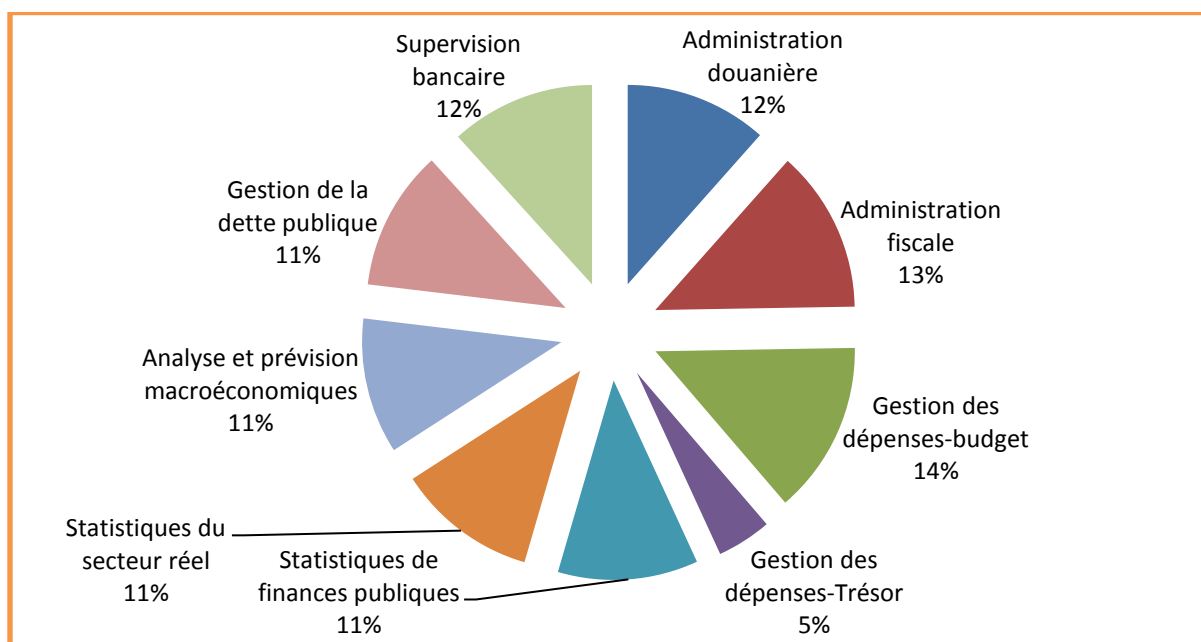
#### IV. EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES PAR DOMAINE

101. Au cours de l'année fiscale 2016, les activités du Centre ont été menées conformément à son cadre logique pour la période 2014-17. Les taux d'exécution ont été variables selon les domaines. Comme indiqué plus haut dans ce rapport, ces variations ont été dues à des circonstances particulières dans certains pays, à la demande des autorités ou parfois à l'indisponibilité des experts identifiés ou celle des autorités (Graphique 2). En termes de distribution du volume d'assistance technique par domaine, l'administration douanière et fiscale ont eu les scores les plus élevés, suivis par les statistiques macroéconomiques (statistiques de finances publiques et du secteur réel), et la gestion des dépenses publiques (Graphique 3).

**Graphique 2. Assistance technique prévue et fournie par domaine  
(En semaines-personnes)**



**Graphique 3. Répartition de l'assistance technique dispensée par domaine**



102. Par ailleurs, les résultats obtenus sur base des jalons programmés pour l'AF 2016 indiquent une bonne performance dans le domaine de l'administration fiscale, suivie de la supervision bancaire et de la gestion des dépenses (Tableau 7), dans lesquels les taux de réalisation pondérés ont été dans la fourchette de 29-77%, avec peu ou pas de jalons reportés à l'année prochaine.

**Tableau 7. Statut des jalons de l'exercice AF2016 par domaine**

Domaine	Prévu	Atteint	Partiellement atteint	Reporté à AF2017	Annulé	% de résultats atteints
Administration douanière	28	8	7	13	0	41%
Administration fiscale	33	23	5	5	0	77%
Gestion des dépenses-Trésor	5	2	1	2	0	50%
Gestion des dépenses-Budget	16	6	7	3	0	59%
Statistiques de finances publiques	19	3	5	11	0	29%
Statistiques du secteur réel	37	6	17	13	1	39%
Dette et marchés financiers	27	14	4	7	2	59%
Supervision bancaire	10	4	6	0	0	70%
<b>TOTAL</b>	<b>175</b>	<b>66</b>	<b>52</b>	<b>54</b>	<b>3</b>	<b>53%</b>

## **A. Administration Douanière**

103. Conformément au cadre logique du Centre pour 2014-17, les missions d'assistance technique dans le domaine de l'administration douanière se sont articulées autour des objectifs suivants : (i) l'amélioration de la gestion des risques; (ii) le renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude; (iii) l'amélioration et la facilitation des échanges; (iii) le renforcement du contrôle ; (iv) le partage des bonnes pratiques régionales et ; (v) le renforcement des capacités techniques des agents des douanes. En volume horaire, le programme de travail a totalisé 64 semaines-personnes, soit un taux de réalisation de 89 % sur toute l'année fiscale 2016.

104. Dans le domaine de la gestion efficace des risques, le Centre a poursuivi ses projets pluriannuels de mise en place de systèmes de gestion automatisée du risque et de la sélectivité des contrôles au Bénin, au Mali, et au Sénégal ; et l'évaluation des impacts suite à la mise en activité du système en Côte d'Ivoire. Dans le domaine du renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude, les activités se sont focalisées sur la poursuite de la mise en place d'une application informatique pour informatiser le contentieux douanier au Bénin et au Mali ; l'amorce de la mise en place d'une procédure sur le contrôle et le suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération au Togo et en Côte d'Ivoire et ; le suivi de la mise en place d'un Bureau national de la valeur en Mauritanie. En ce qui concerne l'amélioration et la facilitation des échanges, le Centre a poursuivi le projet de dématérialisation du transit et de la rationalisation du circuit scanneur au Sénégal. Enfin, dans le domaine de l'amélioration du continuum des contrôles et d'une cohérence efficace la Guinée-Bissau a bénéficié d'une mission sur la prise en charge des marchandises.

## **B. Administration Fiscale**

105. Les activités du Centre sur le volet administration fiscale se sont articulées autour de deux axes d'intervention qui sont : le renforcement du programme pluriannuel de modernisation des moyennes entreprises et celui des capacités régionales des administrations fiscales sur les prix de transfert et sur le corps des métiers (formation en contrôle fiscal). Les activités réalisées au cours de l'AF 2016 comprennent notamment : le lancement des programmes pluriannuels pour le renforcement des moyennes entreprises au Niger, et en Guinée ; la mise en œuvre des programmes de modernisation de l'administration des moyennes entreprises lancés depuis 2014 au Mali, au Bénin, et au Burkina Faso; la clôture des programmes pluriannuels d'assistance technique en Mauritanie, et au Sénégal ; la finalisation du manuel des procédures fiscales au Bénin ; et le renforcement du contrôle fiscal au Togo.

## **C. Gestion des Dépenses publiques**

106. Au niveau des pays, l'assistance technique a principalement porté sur l'élaboration des macro-processus en vue de la rénovation du système d'information en Côte d'Ivoire, et au Bénin ; la mise en œuvre des AE/CP au Burkina Faso et au Niger ; la préparation du budget au Togo ; l'exécution de la dépense au Bénin, en Guinée-Bissau, et au Sénégal, le pilotage de la masse salariale au Sénégal, au Mali, en Guinée et en Mauritanie ; la gestion de la trésorerie et le Compte Unique du Trésor au Niger et au Togo, la Balance générale des comptes de l'État en Côte d'Ivoire ; et les normes comptables au Sénégal.

107. En volume horaire, le programme de travail (dans les aspects budget ainsi que Comptabilité et Trésor) a totalisé 102 semaines-personnes, soit un taux d'exécution de 68% sur l'année fiscale 2016. Ce taux s'explique par le report de certaines missions dues à la situation politique et sécuritaire dans certains pays, le report du séminaire sur la gestion de la trésorerie et le CUT, et la vacance prolongée au poste de Conseiller résident en Comptabilité et Trésor pour lequel les activités n'ont porté que sur la seconde moitié de l'année fiscale.

#### **D. Statistiques de Finances publiques**

108. Au cours de l'AF 2016, les principales activités en SFP se sont articulées autour de la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, et ont consisté principalement en : (i) la production du cadre d'analyse minimum (cadre analytique du *MSFP 2001*), en particulier le TOFE UEMOA 2009 ; (ii) l'évaluation de la disponibilité et de la qualité des données ; (iii) l'évaluation des capacités d'élargissement de la couverture de SFP, en priorité pour les démembrements de l'État et les caisses de sécurité sociale ; (iv) la mise à jour du calendrier de production par étape pour la production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ de couverture du TOFE; (v) l'évaluation de la BGCT comme source principale de données pour la production des SFP pour l'administration publique centrale ; (vi) la formation sur le *MSFP 2001/2014* ; (v) l'amélioration de la collaboration et la transmission des données entre les producteurs et les utilisateurs de données de finances publiques et; (vi) l'amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP. En volume horaire, le nombre de semaines-personnes qui était programmé a pu être réalisé totalement.

#### **E. Statistiques du Secteur Réel**

109. Au cours de l'AF 2016, les activités du Centre ont porté sur les statistiques de comptabilité nationale et de prix, l'objectif étant d'amener tous les États membres à produire des comptes nationaux annuels (CNA) et trimestriels (CNT), ainsi que des indices de prix à la consommation finale conformes aux normes internationales, dans des délais de temps raisonnables, selon des techniques statistiques solides, et sur un champ répondant aux besoins des utilisateurs. Dans l'ensemble des activités réalisées au cours de la période, 54% des appuis ont été apportés aux pays qui poursuivent la mise en œuvre du *SCN1993* pour réduire les délais de diffusion, 33% à ceux qui se lancent dans la mise en œuvre du *SCN2008*, et 12% aux pays développant les CNT.

#### **F. Gestion de la Dette Publique et Développement des Marchés financiers**

110. Le programme d'assistance technique de l'exercice financier 2016 était fondé sur les objectifs stratégiques suivants : (i) la modernisation du cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion de la dette publique ; (ii) l'appropriation des principaux cadres d'analyse utilisés en gestion de la dette publique et; (iii) le développement des capacités d'intervention des services des Trésors nationaux sur le marché des titres publics ; l'appui à l'AUT dans ses efforts de développement du marché régional des titres d'Etat. En volume horaire, le programme de travail a totalisé 63 semaine-personnes. Ainsi, le taux d'exécution ressort à 89% sur toute l'année fiscale 2016. Dix-huit missions sur vingt programmées en début d'année ont été réalisées.

## **G. Supervision et Restructuration Bancaires**

111. Les activités du Centre ont concerné uniquement le renforcement de l'efficacité de la supervision bancaire. Ainsi, elles ont porté sur : (i) la mise en œuvre des principes fondamentaux du Comité de Bâle ; (ii) l'adaptation et mise à niveau des textes réglementaires ; (iii) l'organisation des contrôles sur pièces et sur place ; (iv) l'élaboration des outils de surveillance et ; (v) des actions de formation. Aucune mission n'a été conduite au titre des restructurations bancaires, ces interventions étant assurées directement par le Département des Marchés Monétaires et des Capitaux du FMI.

112. En termes de missions, l'activité a été plus faible que programmée, soit 65 semaines au lieu de 72, correspondant à un taux d'exécution de 90%, en raison d'une moindre sollicitation de la part de la BCEAO au titre de la transposition des accords de Bâle II et de Bâle III ; et de part de la Commission bancaire de l'UMOA pour des actions de formation. A l'inverse, les volumes de missions réalisées pour la Guinée et la Mauritanie sont conformes ou supérieurs (pour la Mauritanie) à la programmation initiale.

## **H. Analyse et Prévision Macroéconomiques**

113. Le programme d'activités de l'AF 2016 s'est articulé autour des principaux axes suivants : (i) mise à niveau des dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique ; (ii) amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision de court terme, y compris sur les recettes fiscales ; (iii) amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs exogènes ou d'impacts de politique économique et ; (iv) renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques. En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 61 semaines-personnes, soit un taux d'exécution de 86%.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest  
(AFRITAC de l'Ouest)

Vingt-sixième réunion du Comité d'orientation  
Abidjan, les 4 et 5 mai 2016

**Annexe du Rapport d'exécution du programme  
de travail de l'année fiscale 2016**

**PRESENTATION PAR DOMAINE**



## LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

<b>ACPR</b>	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
<b>AE</b>	Autorisations d'Engagement
<b>AF</b>	Année fiscale
<b>AFC</b>	AFRITAC du Centre
<b>AFRISTAT</b>	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
<b>AFRITAC</b>	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
<b>AFW</b>	AFRITAC de l'Ouest
<b>AT</b>	Assistance Technique
<b>ATI</b>	Institut Africain de Formation
<b>AUT</b>	Agence UMOA-Titres
<b>AVD</b>	Analyse de Viabilité de la Dette
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BCM</b>	Banque Centrale de Mauritanie
<b>BCRG</b>	Banque Centrale de République de Guinée
<b>BGCT</b>	Balance Générale des Comptes du Trésor
<b>BNV</b>	Bureau National de la Valeur
<b>BOAD</b>	Banque Ouest Africaine de Développement
<b>BP</b>	Budget Programme
<b>CAA</b>	Caisse Autonome d'Amortissement
<b>CBMT</b>	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
<b>CDCP</b>	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniales
<b>CDMT</b>	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
<b>CEA</b>	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CF</b>	Contrôle Fiscal
<b>CIP</b>	Comptes d'Imputation Provisoire
<b>CME</b>	Centre des Moyennes Entreprises
<b>CNA</b>	Comptes Nationaux Annuels
<b>CNDP</b>	Comité National de la Dette Publique
<b>CNE</b>	Comité National d'Endettement
<b>CNT</b>	Comptes Nationaux Trimestriels
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
<b>COFEB</b>	Centre Ouest-Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
<b>COTECNA</b>	Organisme de contrôle des importations
<b>CP</b>	Crédits de Paiement
<b>CUT</b>	Compte unique du Trésor
<b>CVD/CAVD</b>	Cadre d'Analyse de la Viabilité de la Dette
<b>DCIME</b>	Direction du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises
<b>DDP</b>	Direction de la Dette Publique
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGD</b>	Direction Générale des Douanes
<b>DGE</b>	Direction des Grandes Entreprises
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DGSBF</b>	Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
<b>DGSCN</b>	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
<b>DGSIF</b>	Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières
<b>DGT/DGTCP</b>	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DME</b>	Direction des Moyennes Entreprises

<b>DND</b>	Direction Nationale des Douanes
<b>DNI</b>	Direction Nationale des Impôts
<b>DNCI</b>	Direction Nationale du Cadastre et des Impôts
<b>DNTCP</b>	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DP</b>	Dépenses du Personnel
<b>DPBEP</b>	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
<b>DPME</b>	Direction des Petites et Moyennes Entreprises
<b>DPPD</b>	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
<b>DRFM</b>	Directeur des Ressources Financières et du Matériel
<b>DSID</b>	Direction des Statistiques et de l'Informatique Douanière
<b>DSRP</b>	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
<b>ECT</b>	Expert Court Terme
<b>EPN</b>	Etablissements Publics Nationaux
<b>ERETES</b>	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
<b>FAD</b>	Département des Finances Publiques du FMI
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FP</b>	Finances Publiques
<b>GATT</b>	Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce
<b>GFS</b>	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
<b>GIZ</b>	Coopération Technique Allemande
<b>GRH</b>	Gestion des Ressources Humaines
<b>GT</b>	Gestion de la Trésorerie
<b>IBFI</b>	Institut Bancaire et Financier International de la Banque de France
<b>ICD</b>	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
<b>IFRS</b>	Normes Internationales de Diffusion des Données
<b>IFU</b>	Identifiant Fiscal Unique
<b>IHPC</b>	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>INS</b>	Institut National de Statistique
<b>INSAE</b>	Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique
<b>INSEE</b>	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
<b>JSA</b>	Organisme japonais de coopération
<b>LOLF</b>	Loi Organique relative aux Lois de Finances
<b>MCM</b>	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MdF</b>	Ministère des Finances
<b>MBP6</b>	6 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
<b>MSFP</b>	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
<b>MTDS /SDMT</b>	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
<b>NBE</b>	Nomenclature Budgétaire de l'État
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires
<b>OMC</b>	Organisation Mondiale du Commerce
<b>OMD</b>	Organisation Mondiale des Douanes
<b>PAP</b>	Projets Annuels de Performance
<b>PCE</b>	Plan Comptable de l'Etat
<b>PCSE</b>	Plan Comptable de l'Etat Simplifié de l'Etat
<b>PE</b>	Plans d'Engagement
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PIMA</b>	Evaluation de la Gestion de l'Investissement Public
<b>PLF</b>	Projet de Lois des Finances
<b>PNG</b>	Position Nette du Gouvernement

<b>PNT</b>	Position Nette du Trésor
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPAT</b>	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
<b>PPM</b>	Plans de Passation de Marchés
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques Financiers
<b>RAR</b>	Restes A Recouvrer
<b>RH</b>	Ressources Humaines
<b>RPROG</b>	Responsable de Programme
<b>RAFIT</b>	Outils d'Information de l'administration fiscale
<b>SCN</b>	Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies
<b>SDMT</b>	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
<b>SFP</b>	Statistiques des Finances Publiques
<b>SGDD</b>	Système Général de Diffusion des Données
<b>SGE</b>	Service des Grandes Entreprises
<b>SI</b>	Système d'Information
<b>SIAR</b>	Système Informatisé d'Analyse de Risque
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SME</b>	Service des Moyennes Entreprises
<b>SP-CTBPE</b>	Secrétariat permanent du comité technique du budget-programme de l'Etat
<b>SYDAM</b>	Système de Dédouanement Automatisé des Marchandises
<b>SYDONIA</b>	SYstème DOuaNIer Automatisé
<b>TAME</b>	Traitement et Analyse de risque des Marchandises par voie Électronique
<b>TCEI</b>	Tableau des comptes économiques intégrés
<b>TRE</b>	Tableau des ressources et des emplois
<b>TRIE</b>	Transit Routier Inter État
<b>TEC</b>	Tarif Extérieur Commun
<b>TOFE</b>	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UMA</b>	Union du Maghreb Arabe
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
<b>UMOA</b>	Union Monétaire Ouest-africaine

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## ADMINISTRATION DOUANIÈRE

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Bénin	Amélioration des fonctions de contrôle.	Renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Bénin	Amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'administration des douanes. Gestion automatisée du risque.	Les priorités sont mieux gérées grâce à une gestion efficace des risques.	T2	1	2	4	7	1	2	2	5	71%	
Pluriannuel	Bénin	Amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'administration des douanes. Gestion automatisée du risque.	Les priorités sont mieux gérées grâce à une gestion efficace des risques.	T4	1	2	2	5	2	2	1	5	100%	
Pluriannuel	Burkina Faso	Amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'administration des douanes. Gestion automatisée du risque.		T3	1	2	2	5	0	0	0	0	0%	Annulée à cause de la situation sécuritaire.
Pluriannuel	Burkina Faso	Amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'administration des douanes. Gestion automatisée du risque.		T4	1	1	2	4	0	0	0	0	0%	Annulée à cause de l'indisponibilité de l'expert.
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Amélioration des fonctions de contrôle.	Renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude.	T3	1	1	2	4	1	2	2	5	125%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'administration des douanes.	Les priorités sont mieux gérées grâce à une gestion efficace des risques.	T3	1	2	2	5	1	1	1	3	60%	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Amélioration des fonctions de contrôle.	Continuum de contrôle cohérent et efficace est établi.	T4	1	1	2	4	1	0	2	3	75%	

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## ADMINISTRATION DOUANIÈRE

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Mali	Amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'administration des douanes. <i>Gestion automatisée du risque.</i>	Les priorités sont mieux gérées grâce à une gestion efficace des risques.	T1	1	2	2	5	1	1	1	3	60%	
Ponctuel	Mali	Amélioration des fonctions de Contrôle.	Renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude.	T1	1	2	2	5	1	1	2	4	80%	
Pluriannuel	Mauritanie	Amélioration des fonctions de Contrôle.Mise en place du Bureau national de la valeur.	Renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude.	T2	1	1	2	4	1	2	2	5	125%	Une semaine de plus pour le Conseiller.
Pluriannuel	Mauritanie	Amélioration des fonctions de Contrôle.Mise en place du Bureau national de la valeur.	Renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude.	T4	1	2	2	5	1	0	2	3	60%	
Pluriannuel	Sénégal	Amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'administration des douanes. <i>Gestion automatisée du risque.</i>	Les priorités sont mieux gérées grâce à une gestion efficace des risques.	T4	0	0	0	0	1	2	2	5		Mission exécutée à la demande des autorités.
Ponctuel	Sénégal	Amélioration des fonctions de contrôle.	Amélioration de la facilitation du commerce.	T2	1	2		3	1	2	0	3	100%	
Ponctuel	Togo	Amélioration des fonctions de Contrôle.	Renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude.	T1	1	1	2	4	1	2	2	5	125%	
Diagnostic	Togo	Participation à une mission du département des finances publiques (FAD).		T3	0	2		2	1	2		3	150%	
Diagnostic	Bénin	Participation à la mission FAD.		T3	0	0	0	0	0	0	2	2		
Atelier régional	Ateliers/ Séminaires	Rôle du Renseignement au sein des administrations douanières.		T3	2	1	2	5	2	1	2	5	100%	
					16	26	30	72	17	22	25	64	89%	

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## ADMINISTRATION FISCALE

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Bénin	Mise en oeuvre du Projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT).	Rédaction du manuel des activités et des procédures de la Direction des moyennes entreprises et organisation par activités.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Bénin	Mise en oeuvre du programme pluriannuel d'assistance technique.	Consolidation du fichier des moyennes entreprises et Organisation des services de gestion par activités.	T1	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Diagnostic	Burkina Faso	Participation à une mission du département des finances publiques (FAD).	L'état des lieux est établi.	T2	1	2	0	3	1	0	4	5	167%	Mission remplacée par une mission ponctuelle pour le renforcement de la DME.
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Renforcement du Centre des moyennes entreprises.	Renforcement des opérations des Centres des moyennes entreprises.	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Stages	pays/AFW	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'etudes.	Capacité renforcée. Coopération régionale accrue.		1			1					0%	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Renforcement du Centre des moyennes entreprises.	Elargissement de l'assiette et renforcement des opérations fiscales.	T4	0.5	1		1.5	1		1	2	100%	
Ponctuel	Guinée	Renforcement des opérations fiscales.	Gestion des Restes à recouvrer.	T3	0.5	0	2	2.5	1	2	2	5	200%	Le Conseiller a participé à la mission

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

ADMINISTRATION FISCALE

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Mali	Renforcement de la Direction des moyennes entreprises et mise en place des indicateurs de gestion.	Mise en place d'un système automatisé des indicateurs et élargissement de l'assiette fiscale.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Mali	Renforcement de la Direction des moyennes entreprises.		T3	1	2	2	5	0	0	0	0	0%	Mission annulée pour des raisons sécuritaires.
Pluriannuel	Mauritanie	Formation sur le contrôle sur pièces.	Renforcement des capacités de la Direction des moyennes entreprises.	T3	0.5	1	2	3.5	1	1	2	4	100%	
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement des capacités de la Direction des moyennes entreprises.	Surveillance des obligations fiscales et gestion des Restes à recouvrer.	T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Niger	Renforcement des opérations fiscales de la Direction des impôts et formation sur le contrôle ponctuel.		T2	0.5	1	2	3.5				0	0%	mission annulée en raison des élections.
Pluriannuel	Niger	Renforcement des opérations fiscales de la Direction des impôts. Mission conjointe FAD.	Renforcement du contrôle et recouvrement.	T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Exécutée au T1.
Pluriannuel	Sénégal	Renforcement du Centre des moyennes entreprises (CME).	Elargissement de l'assiette et renforcement des opérations fiscales.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Exécutée au T1.
Pluriannuel	Sénégal	Renforcement du CME. Formation sur la gestion du risque.	Elargissement de l'assiette et formation.	T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**ADMINISTRATION FISCALE**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Togo	Mise en oeuvre du Projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT).	Renforcement du processus de segmentation fiscale.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Mission réalisée en T4.
Pluriannuel	Togo	Renforcement de la Direction des moyennes entreprises (DME).	Elargissement de l'assiette.	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Contrôle fiscal des opérations internationales des banques et assurances.	Formation réalisée.	T1	0.5	1	2	3.5	1	1	2	4	100%	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Contrôle fiscal des opérations minières.	Formation réalisée.	T3	1	1	2	4	1	2	4	7	175%	L'activité a nécessité la participation de deux experts.
					<b>16.5</b>	<b>29</b>	<b>30</b>	<b>75.5</b>	<b>14</b>	<b>26</b>	<b>33</b>	<b>73</b>	<b>97%</b>	



## GESTION DES DÉPENSES-BUDGET

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Bénin	Rationalisation de la chaîne de la dépense.	Les procédures d'exécution de la dépense sont rationalisées et adaptées aux nouvelles réformes.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Bénin	Délocalisation du contrôle financier et déconcentration de l'ordonnancement.	Les Ministres sont ordonnateurs de leurs budgets et l'exécution de toute la phase administrative de la dépense se fait in situ.	T4	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	A la demande des autorités, la mission a porté plutôt sur la revue qualité et la dissémination du guide d'exécution des dépenses en mode programme.
Stages	Etats membres	Organisation, suivi et évaluation de stages/voyages d'études.	Capacités renforcées. Coopération régionale accrue.	T1	1			1	1			1	100%	Stage effectué au Cameroun sur la déconcentration de l'ordonnancement par 2 fonctionnaires sénégalais et béninois.
Stages	Etats membres	Organisation, suivi et évaluation de stages/voyages d'études.	Capacités renforcées. Coopération régionale accrue.	T1-T4	1			1	1			1	100%	Stages sur le pilotage de la masse salariale en Côte d'Ivoire pour le Mali, la Mauritanie et la Guinée.
Pluriannuel	Burkina Faso	Structuration en AE/CP des projets d'investissement d'un premier groupe de ministère.	Les budgets d'investissement d'un dernier groupe de ministères sont structurés en Autorisations d'Engagement (AE) et Crédits de paiement (CP).	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Exécutée au T4.

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## GESTION DES DÉPENSES-BUDGET

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Définition des spécifications techniques informatiques pour les macroprocessus budgétaires.	Les spécifications techniques résultant des macro processus sont définies et permettent la finalisation du cahier des charges fonctionnelles.	T1	1	1	2	4	1	1	2	4	100%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Revue des programmes des 7 ministères entrants dans le processus Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD).	Les programmes budgétaires sont conformes à la loi de finance.	T1	1	2	0	3	1	1	0	2	67%	Activité remplacée par celle relative à la participation du Conseiller au séminaire sur la comptabilité matière organisé par les autorités.
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Définition des macro-processus d'exécution de la dépense dans la phase comptable.	Les macro processus d'exécution dans la phase comptable sont élaborés et validés.	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Définition des spécifications techniques informatiques pour le module comptable.	Les spécifications techniques résultant des macro processus sont définies et permettent la finalisation du cahier des charges fonctionnelles.	T2	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	Exécutée en T4
Ponctuel	Guinée	Formation à l'outil de budgétisation de la masse salariale au profit de l'équipe projet dédiée.	Les acteurs maîtrisent l'outil et la méthodologie de projection de la masse salariale.	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Ponctuel	Guinée	Revue et budgétisation en AE/CP en Guinée.		T1	1	2	0	3	1	0	0	1	33%	Activité maintes fois reportée faute d'approbation par les autorités.

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## GESTION DES DÉPENSES-BUDGET

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à la rationalisation des procédures d'exécution de la dépense publique.	Un audit de la chaîne de la dépense est établi et un plan d'actions pour son amélioration est adopté.	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Mali	Formation à l'utilisation de la méthodologie et de l'outil de budgétisation de la masse salariale.	Les acteurs se sont appropriés l'outil.	T2	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Ponctuel	Mauritanie	Réactivation de l'outil de budgétisation de la masse salariale et formation des acteurs.	L'outil de budgétisation de la masse salariale est réactivé.	T1	1	1	2	4	1	1	2	4	100%	
Ponctuel	Niger	Mise en œuvre des préalables pour la gestion en AE et CP/étude des projets. Élaboration Projet d'investissement public (PIP).	Les acteurs sont formés aux techniques de maturation des projets d'investissement public.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Niger	Identification des AE pour un premier groupe de ministères.	Les projets d'investissement public d'un 1er groupe de ministère sont structurés en AE et CP.	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Sénégal	Exécution de la dépense.	Les procédures d'exécution de la dépense sont rationalisées et adaptées aux nouvelles réformes.	T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Sénégal	Opérationnalisation de l'outil de gestion de la Masse salariale.	L'AT se clôture dans des bonnes conditions d'opérationnalisation de l'outil de budgétisation de la masse salariale.	T1	0.5	0		0.5	0	0	0.5	0.5	100%	Appui assuré à distance par l'expert.

**GESTION DES DÉPENSES-BUDGET**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Togo	Préparation du budget et rédaction de l'instruction sur la détermination des plafonds d'emplois ainsi que la lettre circulaire.	Les capacités de préparation du budget sont renforcées.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Togo	Amélioration de la démarche d'élaboration des Documents de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) et DPPD.	Le DPBEP et les DPPD sont conformes aux bonnes pratiques.	T4	1		2	3	1	0	2	3	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Comité d'experts.	Les acteurs des finances publiques sont parfaitement au fait des nouvelles réformes.		0.5	1	0	1.5	0.5	1	0	1.5	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Observatoire des finances publiques.	Les acteurs des finances publiques sont parfaitement au fait des nouvelles réformes.	T2	0.5	1	0	1.5	0.5	1	0	1.5	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Elaboration d'une note technique sur le détail des coûts.	une méthodologie de calcul des coûts des actions est disponible.	T1	1	0	1	2	1	0	1	2	100%	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Thème : Déconcentration budgétaire.	La problématique et les pré-requis de la déconcentration budgétaire sont identifiés.	T2	2	1	1	4	2	1	1	4	100%	Séminaire conjoint AFRITAC de l'Ouest et du Centre.
Diagnostic	Mali	Participation à deux missions FAD.	L'état des lieux du système de gestion des finances publiques est établi.	T3	1	2	0	3	1	1	0	2	67%	
					<b>24.5</b>	<b>25</b>	<b>32</b>	<b>81.5</b>	<b>24</b>	<b>21</b>	<b>32.5</b>	<b>77.5</b>	<b>95%</b>	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**GESTION DES DÉPENSES-TRÉSOR**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Bénin	Balance générale des comptes n°1.		T3	1	2	2	5	0	0	0	0	0	
Pluriannuel	Bénin	Plan comptable de l'Etat n°3.		T4	1	0	2	3	0	0	0	0	0	
Pluriannuel	Bénin	Appui à l'adaptation de SIGFiP et d'ASTER.		T4	0	0	0	0	1	0	2	3		
Ponctuel	Burkina Faso	Plan d'actions Comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP).		T2	1	2	2	5	0	0	0	0	0	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Rédaction instruction comptable n°1.	Un tiers des comptes les plus importants de la balance sont explicités.	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	100	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Balance générale des comptes n°2.	Le travail d'apurement mené est analysé et des recommandations sont produites avec un plan d'actions.	T2	1	0	2	3	1	0	2	3	100	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Amélioration de la comptabilité de l'Etat : analyse et propositions sur la Balance générale des comptes.		T2	1	2	2	5	0	0	0	0	0	
Pluriannuel	Mali	Plan comptable de l'Etat n°2.		T1	1	1	2	4	0	0	0	0	0	

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## GESTION DES DÉPENSES-TRÉSOR

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Mali	Plan comptable de l'Etat n°3.		T3	1	2	2	5	0	0	0	0	0	
Pluriannuel	Mali	Refonte du manuel de procédures du Trésor.		T4	1	2	2	5	0	0	0	0	0	
Diagnostic	Mali	Missions diagnostic FAD.		T3		2		2	0	0	0	0		
Ponctuel	Niger	Compte unique du Trésor.	Le processus de recensement est décrit.	T4	1	2	2	5	1	0	2	3	60	
Stages	Etats membres	Organisation, suivi et évaluation de stages/voyages d'études.	Capacités renforcées, coopération régionale accrue.	T1	1			1	1			1	100	Un stagiaire sénégalais est formé au Maroc sur le recensement du patrimoine de l'Etat.
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire sur la gestion de trésorerie (compte unique du Trésor).	Le renforcement de capacités est effectif.	T4	2	1	2	5	0.5	0	0	0.5	10	
Ponctuel	Organisations Régionales	Participation aux réunions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA.		T1-T4		2		2	0	0	0	0		
Ponctuel	Séminaire conjoint avec FAD et AFC	Production d'un papier conjoint et participation au séminaire.		T1-T4	2	1	0	3	1	1	0	2	67	Participation à l'animation du séminaire interrégional sur la déconcentration de l'ordonnancement.
Pluriannuel	Sénégal	Recueil des normes comptables (RNCE) de l'Etat n°2.	Le RNCE complet est produit.	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	100	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**GESTION DES DÉPENSES-TRÉSOR**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Sénégal	Plan comptable de l'Etat n°1.		T4	1	2	2	5	0	0	0	0	0	
Ponctuel	Togo	Adaptation du SI en vue de la prise en compte des classifications administratives et économiques.		T3	0	0	0	0	1	2	0	3		Mission non programmée. Réalisée à la demande des autorités.
Pluriannuel	Togo	Plan de trésorerie de l'Etat n°2.	Le suivi des préconisations de la mission est fait. Plan de trésorerie 1 est opéré.	T2	1	2	2	5	1	0	2	3	60	
					<b>18</b>	<b>23</b>	<b>28</b>	<b>69</b>	<b>9,5</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>25</b>	<b>36%</b>	

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées				Ressources programmées en semaines- personnes				Ressources utilisées en semaines- personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Bénin	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base <i>MSFP 2001/2014</i> ).	-	T4	1	2	2	5	0	0	0	0	0%	Mission reportée étant donné les élections (février/mars 2016). Mais une mission de suivie a eu lieu en novembre 2015 (suivi de la mission de mars 2015).
Ponctuel	Bénin	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base <i>MSFP 2001/2014</i> ).	Production, à partir de septembre 2015, d'un TOFE au format 2009, en parallèle au TOFE 1998, et d'au moins un autre tableau (la situation de la dette publique). Basculement au TOFE 2009 en janvier 2016.	T3	0	0	0	0	1	0	2	3		Nouvelle mission réalisée à la demande des autorités.
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base <i>MSFP 2001/2014</i> ).	Production, à partir de T2 (octobre) 2015, d'un TOFE au format 2009, en parallèle au TOFE 1998, et d'au moins un autre tableau (la situation de la dette publique). Basculement au TOFE 2009 en janvier 2016. Préparation (2ème semestre 2015) : - Le bilan financier de l'État - Un TOFE expérimental pour chacun des autres sous-secteurs Production d'un TOFE de l'État à partir de la BGCT.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	



AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT.Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT.Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base MSFP 2001/2014).	Passage au TOFE BGCT Production, à partir de juillet 2015, d'un TOFE au format 2009, en parallèle au TOFE 1998, et d'au moins un autre tableau (la situation de la dette publique). Basculement au TOFE 2009 en janvier 2016.	T1	1	1	2	4	1	2		3	75%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Suivi de la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base MSFP 2001/2014).		T3	1	2		3	1	2		3	100%	Deuxième semaine consacrée à un séminaire conjoint avec l'UEMOA.
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Suivi de la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base MSFP 2001/2014).		T4	0	0	0	0	1	2	2	5		Mission exécutée à la demande du Premier Ministre.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016  
**STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES**

Exécution au 30 avril 2016

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Guinée	Plan d'actions pour un passage progressif au TOFE basé sur le MSFP 2001/2014.	Réponse au questionnaire SFP du département des statistiques du FMI (novembre 2015) Production en janvier 2016 d'un TOFE au format MSFP 2001, en parallèle au TOFE actuel, et dès la fin 2015 d'une situation annuelle (puis trimestrielle) de la dette publique.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Guinée	Plan d'actions pour un passage progressif au TOFE basé sur le MSFP 2001/2014.	Réponse au questionnaire SFP du département des statistiques du FMI (novembre 2015) Production en janvier 2016 d'un TOFE au format MSFP 2001, en parallèle au TOFE actuel, et dès la fin 2015 d'une situation annuelle (puis trimestrielle) de la dette publique.	T4	0	0	0	0	1	0	1	2		Mission réalisée à la demande des autorités.
Ponctuel	Guinée-Bissau	Plan d'actions pour un passage progressif au TOFE 2009 (MSFP 2001/2014).	Réponse au questionnaire SFP du département des statistiques du FMI (novembre 2015) Plan d'actions et de développement des SFP et du TOFE.	T2	1	2	2	5	1	2	1	4	80%	

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Exécution au 30 avril 2016

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Mali	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 ( <i>base MSFP 2001/2014</i> ).	Production, en 2015, d'un TOFE au format 2009, en parallèle au TOFE 1998, et d'au moins un autre tableau (la situation de la dette publique). Basculement au TOFE 2009 en janvier 2016. Intégrer les dépenses publiques par fonction dans la réponse au questionnaire SFP du département de statistiques du FMI.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Mauritanie	Passage au TOFE basé sur le <i>MSFP 2001/2014</i> .	Production, au 2ème semestre 2015, du TOFE au format MSFP 2001, en parallèle au TOFE 1986.Basculement définitif en décembre 2015 au TOFE MSFP 2001/2014. Au 1er semestre 2016, extension du TOFE à l'extrabudgétaire, et TOFE sécurité sociale et adm. locales à titre expérimental. Réponse au questionnaire SFP du FMI.	T3	1	2	0	3	1	2	2	5	167%	Mission complétée étant donnée le programme très chargé de la mission (diagnostic de l'état des SFP, validation du nouveau TOFE et séminaire national), un expert court-terme a accompagné le Conseiller.
Ponctuel	Niger	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 ( <i>base MSFP 2001/2014</i> ).	Réponse au questionnaire SFP de STA (novembre 2015). Plan d'actions et de développement des SFP et du TOFE.	T1	1	2	2	5						
Ponctuel	Organisations régionales CEDEAO	Atelier régional sur l'harmonisation des SFP dans l'espace CEDEAO. Valider le projet de Plan d'Actions pour l'harmonisation des SFP dans l'espace CEDEAO (PASFP 2014-2018). Harmoniser les programmes des institutions régionales de renforcement des capacités des États membres CEDEAO.	Valider le projet de Plan d'actions et la Note méthodologique de compilation du TOFE des États de la Région CEDEAO. Les Institutions régionales présenteront leur stratégie de renforcement des capacités des États membres pour la mise en oeuvre du MSFP 2001 /2014.	T1						1		1		Nouvelle mission exécutée à la demande de la CEDEAO.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT.Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT.Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Organisations régionales	Rédaction d'une note technique.		T3			2	2						
Ponctuel	Organisations régionales	Note technique sur la sécurité sociale.		T1	1		2	3	1		0	1	33%	
Ponctuel	Organisations régionales	Participation aux réunions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA.		T1-T4	0	2		2						
Ponctuel	Sénégal	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base MSFP 2001/2014).	Production du TOFE format 2009 en parallèle au TOFE 1998 au premier semestre 2015. Basculement définitif au TOFE 2009 pour l'État en septembre 2015. Au 1er semestre 2016, extension du TOFE à l'extrabudgétaire, et TOFE sécurité sociale et administrations locales à titre experimental.	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES**

Exécution au 30 avril 2016

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées				Ressources programmées en semaines- personnes				Ressources utilisées en semaines- personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées		
Ponctuel	Sénégal	Suivi de la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base MSFP 2001/2014).	Production du TOFE format 2009 en parallèle au TOFE 1998 au premier semestre 2015. Basculement définitif au TOFE 2009 pour l'État en septembre 2015.	T4	1		2	3	1	2	2	5	167%		
Ponctuel	Togo	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base MSFP 2001/2014).	Production du TOFE format 2009 en parallèle au TOFE 1998 au premier semestre 2015. Basculement définitif au TOFE 2009 fin 2015 Extension du champ du TOFE au 1er semestre 2016.	T1	1	2	0	3	1	3	2	6	200%	Un expert a du participer à la mission (2 semaines). Le Conseiller a séjourné une semaine de plus à Lomé pour aider le FMI et les autorités à convertir le fichier fiscal (pour la surveillance) à la norme MSFP 2001.	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Appui à la mise en oeuvre du cadre d'analyse minimum, dont TOFE 2009 (base MSFP 2001/2014).	Passage aux SFP 2014: harmonisation avec SCN2008. BPM6. Nouveau manuel de statistiques sur la dette du secteur public.	T4	2	1	2	5	2	1	2	5	100%		
				Total	15	24	24	63	16	25	22	63	100%		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

STATISTIQUES DU SECTEUR RÉEL

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Bénin	Mise en place année de base 2015 : Appui à l'élaboration des comptes financiers et du compte des sociétés financières.	Méthodologie et données sources sur les comptes financiers disponibles.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100	
Pluriannuel	Burkina Faso	Préparation de la publication des CNT.		T1	1	0	2	3						Mission annulée à cause de la situation sécuritaire.
Pluriannuel	Burkina Faso	Mise en place année de base 2013-2014 : Validation des changements du SCN2008 et des données sources disponibles.		T1	1	2	0	3						Mission annulée à cause de la situation sécuritaire et de la non concordance des calendriers du pays et du Centre.
Pluriannuel	Burkina Faso	Mise en place année de base 2013-2014: Appui au traitement des sources (banques, assurances, BdP, TOFE, etc.).		T3	1		2	3						Mission annulée à cause de la situation sécuritaire et de la non concordance des calendriers du pays et du Centre.
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Préparation de la publication des CNT	Publication des CNT	T1	1	0	2	3	1	2	2	5	167	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Mission diagnostique.	Diagnostic du système statistique nationale.	T1	1	2	0	3	2	2		4	133	
Ponctuel	Guinée	Préparation des comptes nationaux 2012.	Comptes nationaux 2012 préparés.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100	
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Formation au SCN2008 et à ERETES.	Formation au SCN2008 et à ERETES faite.	T1	1	0	2	3	1		2	3	100	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

STATISTIQUES DU SECTEUR RÉEL

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Elaboration des CNA 2013 (version définitive) et 2014 (version provisoire).	CNA 2013 (version définitive) et 2014 (version provisoire) disponibles.	T2	1	2	0	3	1	2	0	3	100	
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Mise en place année de base 2015: Validation des changements du SCN2008 et des données sources disponibles.	Liste des changements adoptés.	T3	1	0	2	3	1	0	2	3	100	
Pluriannuel	Mali	Appui aux CNA provisoires.	Appui effectif aux CNA provisoires.	T1	1	0	2	3	1		3	4	133	Ajout d'une semaine pour les travaux de finalisation des CNA définitifs y compris le chainage.
Pluriannuel	Mali	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels.		T2	1	0	2	3						Mission annulée à cause de la situation sécuritaire.
Pluriannuel	Mauritanie	Appui à la finalisation des Comptes nationaux.	CNA 2012 disponibles.	T2	1	2	0	3	1	2		3	100	
Ponctuel	Mauritanie	Appui aux CNA provisoires.		T3	1	0	2	3	1	0		1	33	non concordance des calendriers.
Ponctuel	Niger	Formation SCN1993 et Elaboration des CNA 2011.	CNA 2011 élaborés.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100	
Ponctuel	Niger	Elaboration des CNA 2012.		T2	1	0	2	3	1			1	33	Reporté en AF 2017.
Ponctuel	Sénégal	Appui à la désaisonnalisation des CNT.	CNT désaisonnalisés.	T1	1	0	2	3	1		2	3	100	
Pluriannuel	Togo	Elaboration des CNA 2011.	Validation des sources, pré-arbitrage et réconciliation des CNA 2011.	T1	1	0	2	3	1	2		3	100	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016  
**STATISTIQUES DU SECTEUR RÉEL**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Togo	Elaboration des CNA 2011.	Synthèse et rapport de publication des CNA 2012.	T2	1	0	2	3	1	3		4	133	Ajout d'une semaine pour la formation des cadres de la division de la prévision.
Pluriannuel	Togo	Appui aux CNA provisoires	Appui effectif aux CNA provisoires	T2				0	1		2	3		Nouvelle mission à la demande des autorités.
Stages	Pays/AFW	Organisation, suivi et évaluation de stages/voyages d'études.		T1	1	0	0	1						
Ponctuel	Organisations régionales	Participation au Conseil scientifique d'AFRISTAT.	Coordination des activités avec les autres PTF.	T2	1	0.5	0	1.5						
Ponctuel	Organisations régionales	Séminaire AFRISTAT de comptabilité nationale.	Coordination des activités avec les autres PTF.	T2	1	1	0	2						Le séminaire a été annulé.
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Intégration des statistiques des finances publiques dans les Comptes nationaux (CN).	Coordination des activités avec les autres PTF/les tables de passages entre les statistiques de FP et les CN sont clarifiées/les INS échangent avec le MEF pour améliorer les statistiques de FP/le MEF collecte des statistiques des collectivités locales et les met à la disposition des INS.	T1	1	1	0	2	2	1	0	3	150	Séminaire conjoint UEMOA/AFRITAC. Le Centre a pris en charge 6 représentants dont 3 de la Guinée et 3 de la Mauritanie.
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire sur le changement d'année de base des CNA et la migration vers le SCN 2008 (Abidjan).	Les DG soutiennent le projet de migration vers le SCN2008.	T2	2	0.5	0	2.5						Le séminaire n'a pas eu lieu pour des raisons d'organisation.



AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**STATISTIQUES DU SECTEUR RÉEL**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées		Ressources programmées en semaines-personnes					Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Intégration des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements dans les comptes nationaux.	Séminaire organisé	T4	2	1	1	4	2	1	1	4	100	Séminaire conjoint AFRITAC de l'Ouest / BCEAO.
Séminaire	Autres	Retraite des conseillers en statistique.		T2					1			1		
				<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>18</b>	<b>31</b>	<b>76</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>20</b>	<b>63</b>	<b>83%</b>	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**GESTION DE LA DETTE**

Exécution au 30 avril 2016

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Bénin	Appui au renforcement du cadre organisationnel pour la gestion de la dette publique.	Les responsabilités de la CAA et du Trésor en matière de gestion de la dette sont mieux clarifiées. Les fonctions, missions des différents services de la CAA sont bien définies et le nouvel organigramme de la CAA est produit et validé.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Bénin	Appui à l'opérationnalisation du nouveau cadre organisationnel de la Caisse autonome d'amortissement (CAA).	Les cadres ont mieux appréhendé les interactions qui doivent exister entre les nouvelles directions. Les cadres sont en mesure de rédiger le manuel de procédures des tâches de la CAA.	T4					1	2		3		Nouvelle mission à la demande des autorités.
Pluriannuel	Bénin	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics.	Formation sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la Stratégie de la dette à moyen terme (SDMT).	T3	1	2		3	1	2		3	100%	Changement de thème: Elaboration de la SDMT (en collaboration avec MCM et la BM).
Ponctuel	Burkina Faso	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations de la mission portant sur l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics.	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics.	T4	1	0	2	3					0%	Mission non exécutée en raison des conditions sécuritaires.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**GESTION DE LA DETTE**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT.Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT.Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de dette.	Préparation d'un projet de loi et d'un projet de décret pour encadrer la gestion de la dette publique.	T1	1	2		3	1	2		3	100%	Changement du thème de la mission à la demande des autorités: Modernisation du cadre de gestion de la dette publique.
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à l'amélioration de la stratégie d'émission de titres publics.	Formation sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la Stratégie de la dette à moyen terme (SDMT).	T3	1	2	2	5	1	2		3	60%	Changement de thème à la demande des autorités: Elaboration de la SDMT (en collaboration avec MCM et la BM).
Ponctuel	Guinée	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette.	Identification des améliorations aux pratiques d'émission de titres publics.	T4	1	1	2	4	1	2	2	5	125%	Changement de thème en concertation avec les autorités: Appui à l'amélioration des pratiques d'émission de titres publics.
Ponctuel	Guinée-Bissau	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette publiques.	Proposition d'un plan d'actions et d'un chronogramme en vue de moderniser la gestion de la dette publique.	T1	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Mise en œuvre du PPAT.	Elaboration des dispositions de projet de décret qui encadreront les activités de gestion de la dette publique.	T4	1		2	3	1		2	3	100%	Thème de la mission du 2nd semestre: mise en place de cadre juridique pour la gestion de la dette publique.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**GESTION DE LA DETTE**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT-Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT-Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Mali	Appui à l'élaboration de la politique d'endettement.	Formation sur les orientations qualitatives de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Changement du thème de la mission: appui à l'élaboration de la stratégie de la dette.
Pluriannuel	Mali	Formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de dette.		T1	0.5		2	2.5						Mission non exécutée en raison des conditions sécuritaires.
Ponctuel	Mauritanie	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette.	La commission technique du CNDP est capable de produire sans assistance une AVD.	T2	0.5	1	2	3.5	0.5	1	2	3.5	100%	
Ponctuel	Niger	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics.		T3	1	2		3						Mission non exécutée: Les autorités n'ont pas répondu aux tentatives menées pour programmer la mission.
Ponctuel	Sénégal	Formation sur les techniques de couverture du risque de change du portefeuille de dette.	Les cadres ont été initiés aux techniques de couverture du risque de change et ont été sensibilisés aux coûts et risques liés à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette publique.	T2	1	2	2	5	1	1	1	3	60%	L'expert vient d'une institution partenaire (Banque du Canada). Mission exécutée en T1.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

GESTION DE LA DETTE

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Sénégal	Appui à l'amélioration de la stratégie d'émission de titres publics.	Elaboration de la politique et des procédures qui guideront l'octroi, la gestion de la garantie de l'Etat et des prêts rétrocedés.	T4	1	2	2	5	1	1	1	3	60%	A la demande des autorités le thème de mission a changé: mise en place de cadre juridique pour l'octroi et la gestion des garanties de l'Etat.
Ponctuel	Togo	Formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de dette.	Appropriation des techniques d'évaluation des risques et mesures d'atténuation de ces risques.	T4	1	0	2	3	1	2		3	100%	Mission exécutée en T2 par le Conseiller.
Pluriannuel	Organisations régionales	Stratégie de construction d'une courbe de taux dans la zone UMOA.	La méthode de construction de la courbe régionale est établie et adoptée.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Organisations régionales	Renforcement des capacités des cadres de l'AUT en évaluation des risques liés au portefeuille de dette des Etats.		T4	0.5	1		1.5						Mission reportée à l'année prochaine à la demande de l'AUT.
Pluriannuel	Organisations régionales	Mise à jour des textes réglementaires et des conventions de marché des titres d'Etat.	Les textes réglementaires et différentes conventions de marché des titres d'Etat sont mis à jour.	T2	1		2	3	1		2	3	100%	Exécutée en T2.
Pluriannuel	Organisations régionales	Finalisation de la mise à jour des textes réglementaires et des conventions de marché des titres d'Etat.	Les textes réglementaires et différentes conventions de marché des titres d'Etat sont mis à jour.	T4					1	1	2	4		Nouvelle mission à la demande des autorités pour la finalisation des travaux entamés en T2.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**GESTION DE LA DETTE**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Formation sur le calcul du prix et rendement de titres publics et la démarche de construction de la courbe de rendement.	Les participants ont saisi la démarche de calcul du prix et rendement des bons et obligations du Trésor et sont initiés à la démarche de construction de la courbe de taux.	T2	2	1	2	5	2	1	2	5	100%	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Participation au séminaire régional de MCM portant sur la formation sur le cadre d'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme.	Contribution à l'animation du séminaire.	T4		2	0	2	1	1		2	100%	
Total					18	25	28	71	18	25	20	63	89%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**SUPERVISION BANCAIRE**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Guinée	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement de la législation et de la réglementation bancaires. Renforcement du contrôle sur place et sur pièces. Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	T1	0	2	0	2	1	0	2	3	150	
Pluriannuel	Guinée			T2	1	2	2	5	0	0	0	0		
				T3					2	2	2	6		
Pluriannuel	Guinée			T4	1	0	2	3	1	0	2	3	100	
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de credit. Renforcement du contrôle sur pièces et sur place. Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	T1	1	0	2	3	1	0	0	1	33	
Pluriannuel	Mauritanie			T2	0	0	0	0	1	0	0	1		
Pluriannuel	Mauritanie			T3	1	2		3	1	2	2	5	167	Deux semaines prises sur les activités en réserve ont été utilisées.
Pluriannuel	Mauritanie			T4	1		2	3	1	2	2	5	167	
Pluriannuel	Organisations régionales	BCEAO : transposition de Bâle II/III	Définition de normes prudentielles de solvabilité et de liquidité dans l'UMOA conformes aux accords de Bâle. Mise en œuvre d'un processus de surveillance prudentielle conforme au pilier 2 de Bâle II. Mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle. Renforcement des capacités.	T1	2	2	4	8	3	5	4	12	150	Une mission supplémentaire réalisée à la demande du bénéficiaire.
Pluriannuel	Organisations régionales			T2	2	3	4	9	3	3	4	10	111	
Pluriannuel	Organisations régionales			T3	2	2	4	8	1	1	0	2	25	Deux missions pogrammées non réalisées (pas de demande du bénéficiaire).

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**SUPERVISION BANCAIRE**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées		Ressources programmées en semaines-personnes					Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT. Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Organisations régionales			T4	2	3	4	9	1	0	2	3	33	Deux missions porgrammées non réalisées (pas de demande du bénéficiaire).
Pluriannuel	Organisations régionales	BCEAO: migration du plan comptable bancaire.		T1	0	0		0	0	0	0	0		Missions non réalisées (pas de demande du bénéficiaire).
Pluriannuel	Organisations régionales			T2	1	2		3	0	0	0	0		
Pluriannuel	Organisations régionales			T3	1	2		3	0	0	0	0		
Pluriannuel	Organisations régionales			T4				0	0	0	0	0		
Ponctuel	Organisations régionales	Formation à l'endroit de la Commission bancaire de l'UMOA.	Ateliers réalisés.	T1	0			0	0	0	0	0		Sur les trois semaines de formation qui avaient été programmées en accord avec le bénéficiaire, une seule a été effectivement demandée et fournie.
Ponctuel	Organisations régionales			T2	1		1	2	0	0	0	0		
Ponctuel	Organisations régionales			T3	0		0	0	0	0	0	0		
Ponctuel	Organisations régionales			T4	2	0	2	4	1	1	1	3	75	
Séminaire	Organisations régionales	Séminaires régionaux.	Séminaire réalisé.	T1	2	1	1	4	2	1	2	5	125	Séminaire effectué avec le COFEB sur les politiques macro-prudentielles.



AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**SUPERVISION BANCAIRE**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées		Ressources programmées en semaines-personnes					Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Séminaire	Organisations régionales	Séminaires régionaux.	Séminaire réalisé.	T4	2	1	0	3	2	1	0	3	100	Séminaire organisé en collaboration avec la Banque de France sur la supervision basée sur les risques.
Diagnostic	Organisations régionales	Participation à la mission diagnostique sur le secteur financier – Consultations multilatérales FMI-UEMOA-par le département Afrique du FMI.	Evaluation des besoins d'assistance technique.	T3	0	0	0	0	1	2	0	3		Mission non prévue au programme initial.
				<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>28</b>	<b>72</b>	<b>22</b>	<b>20</b>	<b>23</b>	<b>65</b>	<b>90%</b>	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Bénin	Appui à la Direction de la Prévision.	Formation faite sur les indicateurs avancés de conjoncture.	T4	1	1	2	4	1	0	2	3	75%	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques.	Plan d'actions pour l'opérationnalisation du modèle macroéconomique MALT.	T4	1	1	2	4	1	2	2	5	125%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Prise de contact.	Recensement des besoins.	T1	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Amélioration du dispositif de prévision des recettes.	Renforcement du dispositif de prévision de recettes.	T2	1	0	2	3	1	2	2	5	167%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Amélioration du dispositif de Prévision des recettes.		T4	1		2	3						Reportée en AF 2017, la DGI souhaitant au préalable avancer dans la mise en oeuvre des recommandations de la première mission.
Ponctuel	Guinée	Prise de contact.	Recensement des besoins.	T2	0.5	1		1.5	0.5	0.5		1.0	67%	Exécutée en T1.
Ponctuel	Guinée	Diagnostic du Modèle MSEGUL. Appui à la BCRG.	Révision du modèle et intégration de modules complémentaires.	T2	1	1	2	4	1	2	2	5	125%	
Ponctuel	Guinée	Mise en oeuvre d'un Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique. Appui à la BCRG.	Feuille de route pour l'appropriation et l'approfondissement du modèle.	T4	1		2	3						Mission reportée en AF 2017.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Guinee Bissau	Mission exploratoire. Formation sur la modélisation macroéconomique et élaboration d'un projet de Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique.	Les agents du MEF ont été formés à la modélisation macroéconomique et une première esquisse du plan a été élaborée.	T1	1	1	2	4	1	2		3	75%	Mission effectuée sans Experts.
Pluriannuel	Guinee Bissau	Mission de suivi de la mise en oeuvre du Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique.	Plan d'actions pour l'élaboration du modèle macroéconomique.	T3	1	0	2	3	1	1		2	67%	
Ponctuel	Mali	Diagnostic du Modèle MME_DNPD et feuille de route pour sa révision. Redynamisation du Comité de prévision et de modélisation (CPM).	Diagnostic du modèle et redynamisation du CPM.	T1	1	1	2	4	1	2	2	5	125%	Exécutée en T2 avec une semaine de plus pour le Conseiller.
Ponctuel	Mali	Révision du Modèle MME_DNPD. Suivi de la mise en oeuvre de la feuille de route.	Plan d'actions pour la révision du modèle.	T4	1	1		2						Mission reportée en AF 2017, la mise en oeuvre des recommandations de la précédente mission a nécessité le recrutement d'un Expert longue durée et le pays a sollicité que la mission d'AFRITAC se tienne après ses travaux.
Ponctuel	Mauritanie	Mission exploratoire. Elaboration d'un projet de Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique. Appui à la BCM.		T1	1	1	2	4	1			1	25%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT-Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT-Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Mauritanie	Mission de mise en oeuvre du Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique et appui à la BCM.		T4	1		2	3						
Ponctuel	Niger	Appui à la Direction de la prévision.		T4	1	1	2	4	1			1	25%	Mission initialement reportée pour une synergie avec la GIZ. La GIZ a reconduit pour un an la mission de l'Expert long terme et l'appui d'AFRITAC devrait être orientée vers d'autres axes et administrations en AF 2017, notamment la DGI (prévisions des recettes). Mission annulée.
Ponctuel	Togo	Prise de contact.	Recensement des besoins.	T1	0.5	1		1.5	0.5	0.5		1	67%	
Ponctuel	Togo	Formation sur les indicateurs macroéconomiques et test d'un modèle macroéconomique pour l'analyse de la viabilité de la dette.	Formation sur l'utilisation des comptes nationaux et sur la 3 <sup>ème</sup> version du modèle de prévision des comptes macroéconomiques.	T2	1	1.5		2.5	2	3		5	200%	Mission reformulée pour répondre à la requête du MEF du Togo notamment pour l'appui à la Direction de la prévision.

## AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

## ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	organisations régionales	Appui à l'élaboration des modèles quasi-comptables de l'UEMOA et élaboration d'un PPAT sur la modélisation macroéconomique.		T1					1			1		Mission annulée. le projet d'elaboration de modèles quasi comptable accusant un retard.
Pluriannuel	organisations régionales	Appui à l'élaboration des modèles quasi-comptables de l'UEMOA.	Le projet de modèles quasi comptable est suivi et le PPAT est mis en oeuvre.	T3								0		Mission annulée. le projet d'élaboration de modèles quasi comptable accusant un retard.
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Adopter le Programme d'activités.	Le programme d'activités en Analyse et prévision macroéconomiques du Centre est adopté.	T1	2	0.5		2.5	2	0.5	2	4.5	180%	Réalisée avec la présence de 2 experts.
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire sur la conjoncture et la prevision dans les pays de AFW. Collaboration AFW. AFRISTAT. UEMOA. CEA-SR (Bamako).	Seminaireorganisé.	T2	1	1		2	2	1		3	150%	Prevu en T2, reportee en T3 par AFRISTAT, realisee avec la prise en charge par AFRITAC de la participation des cadres de la Mauritanie (2) et de la Guinee (2).
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays de AFW. Collaboration AFW, AFRISTAT, UEMOA. CEA-SR (Bamako).	Seminaireorganisé.	T4	2	1		3	2	1		3	100%	Realisee avec la prise en charge par AFRITAC de la participation des cadres de la Mauritanie (2) et de la Guinee (2).
Ponctuel	organisations régionales	Elaboration note technique sur les prévisions des recettes budgetaires.		T4	2			2				0	0%	reportée en AF2017 ou AF2018 après la mission en CIV et la programmation du seminaire y relatif.
Stages	Régional	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études.		T4	1			1	2.0			2	200%	Organisation de 2 stages qui se dérouleront dans le mois de mai 2016.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

**ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES**

Exécution au 30 avril 2016

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Descriptif	Résultats obtenus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT.Siège	Total	CR-Abidjan	CR-Site	ECT.Siège	Total	en % de ressources programmées	
Seminaire	Ateliers/Séminaires	Cours organisé avec l'Institut pour le renforcement des capacités (ICD) du FMI sur l'intégration régionale.		T3	2	2		4	2	2		4	100%	
Seminaire	Ateliers/Séminaires	Simulation de chocs exogènes et/ou de politique économique.		T3	2.5	1	1	4.5	2	1	2	5	111%	
<b>Total</b>					<b>28</b>	<b>18</b>	<b>25</b>	<b>71</b>	<b>25.5</b>	<b>21.5</b>	<b>14</b>	<b>61</b>	<b>86%</b>	

